



Procès-verbaux de l'Assemblée des membres

Congrès mondial de la nature, Barcelone, 5–14 octobre 2008



« Le Congrès a très largement dépassé nos attentes; à tel point qu'il y aura un avant et un après-Congrès dans nos vies. »

Matías Gómez et Manuel Umpierrez,
jeunes gardiens de parcs de l'Uruguay

Procès-verbaux de l'Assemblée des membres

Congrès mondial de la nature, Barcelone, 5–14 octobre 2008

Procès-verbaux de l'Assemblée des membres

Congrès mondial de la nature, Barcelone, 5–14 octobre 2008

Compilé et révisé par Tim Jones

Rapporteur en chef au Congrès de Barcelone



La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

L'UICN rejette toute responsabilité en cas d'erreurs ou d'omissions intervenues lors de la traduction en français de ce document dont la version originale est en anglais.

Publié par: UICN, Gland, Suisse

Droits d'auteur: © 2009 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du [des] détenteur[s] des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.

Citation: UICN (2009). *Procès-verbaux de l'Assemblée des membres*. Gland, Suisse : UICN. vi + 56 pp.

ISBN: 978-2-8317-1100-3

Traduction: Danièle Devitre

Mise en page: Tim Davis, DJ Environmental, Berrynarbor, Devon, Royaume-Uni

Imprimé par: Atar Roto Presse SA, Genève, Suisse

Disponible auprès de: UICN (Union internationale
pour la conservation de la nature)
Service des publications
Rue Mauverney 28
1196 Gland
Suisse
Tél +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0020
books@iucn.org
www.iucn.org/publications

Il existe aussi un catalogue des publications de l'UICN.

Cet ouvrage est imprimé sur papier obtenu à partir de fibre de bois provenant de forêts bien gérées, certifiées selon les normes du Forest Stewardship Council (FSC).

Le compilateur souhaite remercier les nombreux collègues des Commissions et du Secrétariat de l'UICN pour leur aide inappréciable à l'établissement des comptes rendus de séance du Congrès et à la finalisation des présents procès-verbaux. Je souhaite remercier tout particulièrement Deborah Murith, du Service des publications de l'UICN, pour son appui éditorial et pour la révision du document.

Table des matières

Avant-propos.....	1
Vote de remerciements au pays hôte	3
Remerciements.....	4
Compte rendu de l'Assemblée des membres de la 4 ^e Session du Congrès mondial de la nature	5
Annexe 1 – Conclusions du Forum mondial de la nature, 6 au 9 octobre 2008	52

Climate Neutral Group

Certificate

07C10175

This certificate confirms that

IUCN

has compensated a total amount of **7934** tons of CO₂ emissions for its Carbon Offsets for the Congress Barcelona in 2008.

Compensation is realised with a CDM certified project in Sharkia, Egypt. In this project methane emissions are avoided, by composting organic waste which is converted into controlled microbial compost (CMC) that is suitable for organic and conventional farming.



Denis Sliker



Niels Korthals Altes

Directors of Climate Neutral Group
Utrecht, January 2009.

The independently verified CO₂ credits used for compensation by GreenSeat are registered in name of Climate Neutral Group in the Triodos Bank Climate Clearing House. Credits are 'retired' and cannot be used again and/or sold to another party. The Climate Neutral Group compensation process is fully audited by accountants. GreenSeat is a brand of the Climate Neutral Group.

Compensation des émissions de carbone

On estime que le Congrès mondial de la nature de Barcelone a émis 7934 tonnes d'équivalents CO₂. Avec l'aide des participants et donateurs, l'UICN a pu compenser 100% de ces émissions estimées de gaz à effet de serre.

Avant-propos

Par le Président de l'UICN, Valli Moosa

Avant toute chose, au nom de tous les membres et du personnel de l'UICN, je souhaite exprimer notre profonde gratitude à la maison royale d'Espagne, au ministère espagnol de l'Environnement et du Milieu rural et marin, à la Generalitat de Catalunya, au Conseil de la ville de Barcelone et à la Diputació de Barcelone pour leur appui généreux et constant au Congrès mondial de la nature. Vous avez été la cheville ouvrière de son succès.

Plus de 7000 personnes ont participé aux 972 activités du Forum mondial de la nature : sept tables rondes de haut niveau, de nombreux ateliers, des réceptions, des débats organisés dans neuf pavillons thématiques, et 160 expositions. Il y a eu une foire internationale des femmes chefs d'entreprises, la magnifique initiative « Cap sur Barcelone », un cinéma de la conservation de la nature, des dizaines de possibilités d'apprentissage, une librairie et d'innombrables activités informelles.

Durant l'Assemblée des membres, 138 motions ont été discutées et votées. Nul doute que cela influencera la politique internationale de l'environnement à court, moyen et long terme. Ashok Khosla a été élu Président par les membres de l'UICN qui ont aussi élu un nouvel organe directeur et approuvé le programme de travail de l'Union pour 2009–2012.

Les engagements concrets pris par divers secteurs durant le Congrès sont également impressionnants. Cet événement a permis de générer d'importantes nouvelles ressources financières pour la conservation dont le montant s'élève à environ USD 125 millions : USD 50 millions de la Fondation McArthur pour la collaboration avec des groupes de conservation en vue de permettre à des communautés de s'adapter aux changements climatiques ; USD 33 millions du Fonds de conservation Mohammed Zayed pour la conservation des espèces ; USD 10 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial pour aider à trouver au moins des fonds de contrepartie du secteur privé pour conserver les espèces utilisées dans le logo des entreprises ; USD 15 millions pour l'Initiative de l'eau pour la nature et USD 12 millions pour l'accord-cadre de l'UICN avec le Gouvernement français. Naturellement, tout n'est pas pour l'UICN mais nos membres et Commissions ont aujourd'hui quelques nouvelles possibilités de financement.

Parmi les autres engagements importants pris durant les dix jours du Congrès pour soutenir notre mission, on peut citer :

- L'annonce faite par la Fondation Alcoa d'une extension de cinq ans dotée de USD 9 millions de son Sustainability Fellows Programme ;
- l'engagement de Nokia, du WWF et de l'UICN de poursuivre les travaux du réseau social Connect2Earth pour intéresser les jeunes aux problèmes de l'environnement ;
- l'amélioration de l'accès des femmes à l'électricité et la réduction de la dépendance par rapport aux biocarburants grâce à ENERGIA ;
- un engagement des gouvernements des pays francophones à mieux intégrer les questions relatives à la biodiversité dans leur politique de développement ;
- une promesse de la Russie de protéger 80 millions d'hectares ;
- un accord conclu par les provinces de Sumatra pour cesser de défricher les forêts anciennes ;
- le lancement par Google d'une carte interactive des aires marines protégées ;
- l'établissement par National Geographic et la Fondation des Nations Unies du premier système permanent de webcam en lecture continue reliant n'importe qui, n'importe où à un récif corallien du Belize ;
- la création de la International Association of Wildlife Magazines (Association internationale des magazines de la nature) pour coordonner les campagnes de conservation de la nature ;
- l'annonce, par le gouvernement du Paraguay, d'un taux zéro déforestation nette d'ici à 2020 ; et
- un accord des chefs d'États de la région en vue de tenir un sommet à Manado, Célèbes, en mai 2009, pour lancer l'Initiative Triangle de Corail pour protéger les récifs coralliens les plus riches du monde.

Le Congrès mondial de la nature marque la fin de mon mandat de Président de l'UICN. Je vous quitte en vous exprimant ma plus profonde gratitude pour m'avoir permis de servir cette Union extraordinaire et pour l'avoir aidée à se rapprocher un peu plus de l'accomplissement de sa mission.

Valli Moosa

Résolution 4.106

Vote de remerciements au pays hôte

NOTANT que le Congrès mondial de la nature à sa 4^e Session a réuni près de 8000 participants venus de 179 pays, ce qui en fait la plus grande assemblée de l'histoire de l'UICN ;

CONSCIENT qu'il est important, pour une réunion de cette ampleur, de trouver des locaux appropriés et d'assurer une organisation logistique sans heurts ;

CONSCIENT qu'un certain nombre d'innovations ont été introduites, telles que l'utilisation réduite du papier, le concept des parcours pour organiser le programme du Forum, les pavillons d'exposition et les possibilités d'apprentissage, et que de telles innovations ont posé de nombreux défis pour le site et aux organisateurs locaux ;

SENSIBLE au fait que le rassemblement de près 8000 participants n'a pu avoir lieu sans le soutien d'une grande équipe de bénévoles, de collaborateurs et de mécènes ; et

NOTANT AVEC SATISFACTION que ces conditions ont été pleinement remplies lors de la présente session du Congrès mondial de la nature, organisée au Centre de Convencions Internacional de Barcelona (CCIB) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni du 5 au 14 octobre 2008 à Barcelone, Espagne, pour sa 4^e Session :

1. EXPRIME sa profonde gratitude à Sa Majesté le Roi qui a accepté de présider le Comité d'Honneur du Congrès mondial de la nature.
2. EXPRIME ses remerciements les plus chaleureux à Son Altesse Royale le Prince des Asturies qui a honoré

de sa présence la cérémonie officielle d'ouverture du Congrès.

3. EXPRIME sa gratitude pour le soutien inestimable apporté par les hôtes du Congrès, le ministère des Affaires environnementales, rurales et marines, le Département de l'environnement et de l'habitat de la Generalitat de Catalunya, le Conseil municipal de la ville de Barcelone et le Conseil provincial de Barcelone, qui ont permis l'organisation de ce congrès grâce à leur soutien institutionnel et une généreuse contribution financière, et l'Agence espagnole de coopération et de développement international pour son soutien financier qui a permis à de nombreux membres de l'UICN des pays en développement de participer au Congrès.
4. LOUE le travail sans relâche et les efforts déployés par les responsables et le personnel d'appui des administrations hôtes, des sponsors locaux, du personnel du CCIB et des bénévoles locaux qui ont généreusement offert leur temps pour faire de ce Congrès un succès.
5. EXPRIME ses remerciements aux habitants de Barcelone, de la Catalogne et de l'Espagne qui nous ont fait partager la beauté de leur culture, de leurs traditions et de leurs paysages, et ont ainsi enrichi l'expérience de tous les participants au Congrès.
6. DÉCLARE que la 4^e Session du Congrès mondial de la nature à Barcelone a été un événement mémorable couronné de succès.

Remerciements

HÔTES



PLATINE



OR



ARGENT

Ministère des Affaires étrangères, Danemark

Shell

Agence suédoise de coopération au développement international (Sida)

Toyota

BRONZE

Département d'État, Etats-Unis d'Amérique

Fondation MAVA

Office fédéral de l'environnement (OFE), Suisse

Comité national néerlandais pour l'UICN

AMIS

Banque mondiale – Center for Ocean Solutions – Earth Day Network – Elypsos – Google Earth Outreach – International League of Conservation Photographers – IRUKA – Living Oceans Foundation – National Geographic – Philips – Renfe – Star Alliance – Fondation Total – US Fish and Wildlife Service – US Forest Service – TMB – Wildlife Conservation Society

Compte rendu de l'Assemblée des membres de la 4^e Session du Congrès mondial de la nature de l'UICN

Centre international de conférences de Barcelone (CCIB), Catalogne, Espagne
5 au 14 octobre 2008

Cérémonie d'ouverture de la 4^e Session du Congrès mondial de la nature de l'UICN (2.1)

La cérémonie d'ouverture se déroule en présence de Son Altesse royale le prince des Asturies ; Son Altesse sérénissime le prince Albert de Monaco ; Son Altesse royale le prince Turki d'Arabie saoudite ; Son Altesse royale la princesse Maha Chakri Sirindhorn de Thaïlande ; Molt Hble Sr. José Montilla i Aguilera, Président de la Generalitat de Catalunya ; Excma. Señora Doña Elena Espinosa, ministre de l'Environnement et du Milieu rural et marin de l'Espagne ; Excm. Sr. Jordi Hereu i Boher, maire de Barcelone ; Excm. Sr. Joan Rangel, délégué du gouvernement de l'Espagne en Catalogne ; et Excm. Sr. Antoni Fogué i Moya, Président de la Deputació de Barcelona.

Sur les cinq thèmes suivants :

- Sensibilisation
- Équité
- Durabilité
- Biodiversité
- Action

le Président de l'UICN, M. Valli Moosa ; Son Altesse royale la princesse Maha Chakri Sirindhorn de Thaïlande ; le professeur Mohammad Yunus, fondateur de la Banque Grameen et prix Nobel de la paix 2006 ; Mme Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN ; Excm. Sr. Antoni Fogué i Moya, Président de la Deputació de Barcelona ; Excm. Sr. Jordi Hereu i Boher, maire de Barcelone ; Excma. Señora Doña Elena Espinosa, ministre de l'Environnement et du Milieu rural et marin de l'Espagne ; Molt Hble Sr. José Montilla i Aguilera, Président de la Generalitat de Catalunya prononcent les discours d'ouverture et Son Altesse royale le prince des Asturies déclare le Congrès mondial de la nature officiellement ouvert. Les textes écrits ont été fournis et sont à disposition sur le site Web de l'UICN (www.iucn.org).

À la suite des discours d'ouverture, l'orchestre philharmonique Tekfen de Turquie donne un concert.

Nomination du Comité de vérification des pouvoirs (1.1)

Le Président demande aux membres de consulter le document du Congrès CGR/2008/3 *Cahiers des charges des comités du Congrès* et en particulier l'Annexe 1 *Comité de vérification des pouvoirs – Projet de cahier des charges*, ainsi que le paragraphe 21 des Règles de procédure. Le cahier des charges du Comité de vérification des pouvoirs, proposé par le Conseil, est approuvé par consensus.

Le Président présente alors la proposition du Conseil concernant les membres du Comité de vérification des pouvoirs qui a été préparée en tenant compte de la nécessité d'assurer l'équilibre du point de vue de la géographie, des sexes et des compétences :

M. Said Damhoureyeh (Jordanie)
M. Jim Johnston (Canada)
Mme Anna Kalinowska (Pologne) coprésidente
Mme Sônia Rigueira (Brésil) coprésidente
Mme Susana Rivero (Espagne) représentante
du pays hôte
Mme Silvia Sánchez (Pérou)
M. Kartikeya Sarabhai (Inde)
M. Zohir Sekkal (Algérie)
Mme Diane Tarte (Australie)

En l'absence de tout commentaire ou de toute question de la part des délégués, le Congrès approuve par consensus la nomination des membres du Comité de vérification des pouvoirs proposés par le Conseil.

Rapport du Comité de vérification des pouvoirs (3.1, 4.1, 7.1, 8.1, 11.1)

Le Comité de vérification des pouvoirs s'est réuni régulièrement entre le 5 et le 14 octobre 2008. Un rapport préliminaire et quatre autres rapports ont été présentés au Congrès durant les 3^e, 4^e, 7^e, 8^e et 11^e séances, respectivement.

Le nombre potentiel de voix détenues par les membres actifs de l'UICN se présente comme suit :

Catégorie A (gouvernements et organismes gouvernementaux) : 280 voix
Catégorie B (organisations internationales et nationales non gouvernementales) : 992 voix

Sur ces voix potentielles, le pouvoir de vote des membres représenté à la 4^e Session du Congrès mondial de la nature comprend :

Catégorie A (gouvernements et organismes gouvernementaux) : 210 voix
Catégorie B (organisations internationales et nationales non gouvernementales) : 659 voix

Le Comité de vérification des pouvoirs fait remarquer que plus de la moitié du total potentiel des voix détenues par les membres actifs de l'UICN dans les deux catégories de membres est, en conséquence, représentée au Congrès.

Le Comité ajoute que quelques membres se sont inscrits en vue de participer au Congrès mais, leurs pouvoirs n'étant pas en ordre, ils ne peuvent pas exercer leur droit de vote, à savoir :

Catégorie A (gouvernements et organismes gouvernementaux) : 23 voix
Catégorie B (organisations internationales et nationales non gouvernementales) : 31 voix

Le Comité a également examiné les questions relatives au non-paiement des cotisations de membres et à la suspension ou la rescision des droits de vote. Le Comité note que, grâce à la diligence exercée par le Secrétariat et les membres des comités nationaux en vue de collecter les cotisations avant le Congrès, le Comité de vérification des pouvoirs a consacré beaucoup moins de temps à cette question que lors de sessions précédentes du Congrès.

Le Comité note, en outre, une diminution du nombre de membres ayant des arriérés de cotisation par rapport aux deux sessions précédentes du Congrès.

Ci-dessous figure un résumé concernant les 115 membres ayant des arriérés de cotisations de deux ans ou plus au moment où se réunit le Congrès de Barcelone :

États membres (Catégorie A)	14
Organismes gouvernementaux (Catégorie A)	7

Organisations internationales non gouvernementales (Catégorie B)	3
Organisations nationales non gouvernementales (Catégorie B)	89
Affiliés	2

Le Comité annonce que le Congrès pourrait décider de rescinder les droits de ces membres, conformément à l'Article 13(a) des Statuts. Le Comité note que si un an après la décision du Congrès de rescinder les droits de ces membres, les arriérés de cotisations qu'ils avaient au moment de la rescision restent impayés, les membres concernés seront considérés comme s'étant retirés de l'UICN, conformément aux termes de l'Article 13(b) des Statuts. Le Comité recommande que le Conseil et le Secrétariat collaborent étroitement avec les membres concernés pour aider à résoudre les problèmes de versement des arriérés de cotisations en tenant compte des Articles 25 et 26 des Statuts.

Le Comité de vérification des pouvoirs recommande fermement au Conseil et au Secrétariat de renforcer les relations avec les membres en vue de faciliter une meilleure compréhension des droits et responsabilités durant les réunions du Congrès. Ces relations doivent faire partie d'une routine inscrite dans l'application du Programme.

Le Comité note les importantes améliorations apportées à la base de données de l'UICN sur les membres mais aussi la nécessité d'établir de meilleurs liens avec le système de comptabilité de l'UICN.

Le Comité rappelle qu'il importe de rédiger un manuel de procédure d'organisation des sessions du Congrès mondial de la nature comme l'avait recommandé dans son rapport final le Comité de vérification des pouvoirs du Congrès de Bangkok, en 2004.

Le Comité recommande de prévoir des ressources additionnelles suffisantes pour les processus d'appui aux membres avant la prochaine session du Congrès. Cela devrait permettre de faciliter et de garantir une participation maximum des membres et une application harmonieuse des nombreuses obligations statutaires à remplir simultanément dans la période menant à une session du Congrès.

La présidente du Comité de vérification des pouvoirs conclut son rapport final en remerciant ses collègues du Comité pour leurs efforts ainsi que les membres des Comités régionaux et le personnel du Secrétariat, en

particulier l'Unité de soutien institutionnel et les correspondants régionaux des membres qui ont soutenu les travaux du Comité.

Lors de la 11^e séance, après la présentation du rapport final du Comité de vérification des pouvoirs, la RSPB (Royal Society for the Protection of Birds, R.-U.) propose que les droits restants des membres qui n'ont pas versé leurs cotisations à temps soient rescindés, conformément à l'Article 13(a) des Statuts, comme mentionné dans l'exposé du Comité.

Sans objection ou autre commentaire des participants, le Président décide que la proposition de la RSPB est adoptée par consensus. Il remercie le Comité de vérification des pouvoirs et sa présidente pour leur superbe travail, notant qu'aucun des rapports ni aucune des recommandations du Comité n'ont été remis en cause. Les membres manifestent leur satisfaction au Comité par des applaudissements chaleureux.

Adoption de l'ordre du jour (3.2)

Le Président passe au document du Congrès CGR/2008/1 rev.1 *Ordre du jour provisoire* et aux paragraphes 45 et 47 des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature. En l'absence de commentaires ou de questions des participants, l'ordre du jour est dûment approuvé par consensus.

Discussion et adoption des amendements aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature (3.3)

Le Président passe à l'examen des documents du Congrès CGR/2008/2 *Projets d'amendements aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature concernant la soumission des motions* et CGR/2008/2.1 *Amendement proposé aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature concernant l'élection des Présidents des Commissions*.

a) Amendements aux Règles de procédure concernant la soumission des motions

Le Président fait remarquer que les amendements proposés, contenus dans le document CGR/2008/2, auraient pour effet :

- d'augmenter de deux à cinq le nombre d'auteurs requis pour les motions soumises avant le délai statutaire (amendement au paragraphe 49) ;
- d'augmenter de cinq à dix le nombre d'auteurs (qui doivent tous être des membres ayant droit de vote) requis pour des motions soumises pour la première fois durant le Congrès (amendement au paragraphe 52) ;
- d'exiger que les motions soumises pour la première fois durant le Congrès satisfassent à « au moins trois » plutôt qu'à « au moins un » des critères énumérés comme c'est le cas à présent (amendement au paragraphe 52).

Le Président invite les membres à approuver les amendements proposés aux paragraphes 49 et 52 des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature afin qu'ils prennent effet après la clôture du Congrès de 2008. Les amendements sont approuvés par consensus.

Le Conseil international du droit de l'environnement indique qu'il a voté en faveur mais souligne que ces amendements pourraient désavantager les petits pays et/ou les pays en développement.

b) Amendement aux Règles de procédure concernant l'élection des Présidents des Commissions

Le Président note que les projets d'amendement qui figurent dans le document CGR/2008/2.1 auraient pour effet d'ajouter un nouveau paragraphe 79*bis* qui traiterait du cas éventuel où trois candidats originaires du même État recevraient le nombre de voix le plus élevé à l'élection de différents Présidents des Commissions alors même que l'Article 40 des Statuts stipule qu'il ne peut y avoir plus de deux Présidents de Commissions en provenance du même État. La décision de rédiger le paragraphe 79*bis* a été prise en raison du fait que sur la liste des candidats parmi lesquels seront élus les Présidents de trois Commissions, trois candidats sont originaires du même État. S'il est approuvé, l'amendement entrera immédiatement en vigueur.

En l'absence de commentaires des participants, le Président invite les membres à approuver l'ajout du nouveau paragraphe 79*bis* dans les Règles de procédure du Congrès mondial de la nature afin qu'il entre immédiatement en vigueur. L'amendement est approuvé par consensus.

Nomination des comités du Congrès (3.4)

Le Président demande aux membres de consulter le document du Congrès CGR/2008/3 *Cahiers des charges des comités du Congrès* qui contient :

- Annexe 2 *Comité des résolutions du Congrès – Projet de cahier des charges*
- Annexe 3 *Comité des finances et des audits du Congrès – Projet de cahier des charges*
- Annexe 4 *Comité du Programme du Congrès – Projet de cahier des charges*
- Annexe 5 *Comité directeur du Congrès – Projet de cahier des charges*

En outre, le document du Congrès CGR/2008/3 rev. contient :

- Annexe 6 *Comité de la gouvernance du Congrès – Projet de cahier des charges*

Les projets de cahiers des charges ont été préparés par le Conseil qui a également recommandé des noms à présenter au Congrès pour les membres de ces Comités en tenant compte de l'équilibre entre les régions, les sexes et les compétences.

Comité des résolutions du Congrès

Le Congrès approuve le cahier des charges du Comité des résolutions du Congrès contenu dans le document CGR/2008/3 Annexe 2. Le Président rappelle qu'un Groupe de travail des résolutions du Conseil, dirigé par Pierre Hunkeler (Suisse), est en activité depuis mars 2008. Il rappelle en outre que conformément au paragraphe 20 des Règles de procédure, « Les membres du Groupe de travail des résolutions désignés par le Conseil sont membres du Comité des résolutions ». Le Congrès approuve les membres du Comité des résolutions comme suit :

Mme Carolina Caceres (Canada)
M. Ali Darwish (Liban)
Mme Lynn Holowesko (Bahamas) coprésidente
M. Cláudio Maretti (Brésil)
Mme Aroha Mead (Nouvelle-Zélande) coprésidente
M. Felix Monggae (Botswana)
M. Abdul-Muyeed Chowdhury (Bangladesh)
M. Kenty Richardson (Espagne)
Mme Marija Zupancic-Vicar (Slovénie)

Le Président annonce qu'il y aura une discussion ouverte sur le processus des motions du Congrès de 08.00 à 09.30 le vendredi 10 octobre.

Comité des finances et des audits du Congrès

Le Congrès approuve le cahier des charges du Comité des finances et des audits du Congrès contenu dans le document CGR/2008/3 Annexe 3. Le Congrès approuve les membres du Comité comme suit :

M. Kurt Ramin (Allemagne) président
M. Ernesto Enkerlin (Mexique)
Mme Lynn Holowesko (Bahamas), de droit
Mme Huguette Labelle (Canada)
M. Keping Ma (Chine)
M. Webster Masvikwa (Afrique du Sud)
M. Kinsuk Mitra (Inde)
M. Sven Sandström (Suède), de droit
Mme Rebecca Webber (États-Unis d'Amérique)

Comité du Programme du Congrès

Le Congrès approuve le cahier des charges du Comité du Programme du Congrès contenu dans le document CGR/2008/3 Annexe 4. Le Président rappelle qu'un Groupe de travail du Programme du Conseil, dirigé par M. Ton Boon von Ochssée (Pays Bas), est en activité depuis mars 2007. Le Conseil propose que le Comité du Programme du Congrès soit formé des membres du Groupe de travail. Le Congrès approuve les membres du Comité du Programme du Congrès comme suit :

Mme Sheila Abed (Paraguay)
M. Juan Marco Alvarez (El Salvador)
M. Amadou Ba (Sénégal)
M. Ton Boon von Ochssée (Pays-Bas) président
M. Lionel Gibson (Fidji)
M. Hillary Masundire (Zimbabwe)
M. Juan Mayr (Colombie)
Mme Christine Milne (Australie) coprésidente
M. Kalev Sepp (Estonie)
M. Keith Wheeler (États-Unis d'Amérique)

Comité de la gouvernance du Congrès

Le Congrès approuve le cahier des charges du Comité de la gouvernance du Congrès contenu dans le document CGR/2008/3 rev. Annexe 6. Le Congrès approuve les membres du Comité comme suit :

M. Nobutoshi Akao (Japon)
M. Jorge Caillaux (Pérou), président
M. Carles Castell Puig (Espagne)
M. Alistair Gammell (Royaume-Uni)
M. Wren Green (Nouvelle-Zélande)
M. George Greene (Canada)
M. Boyman V. Mancama (Zimbabwe)
M. Russ Mittermeier (États-Unis d'Amérique)
Mme Ana Puyol (Équateur)
Mme Diana Shand (Nouvelle-Zélande)

Le Président annonce que deux séances ouvertes sur les questions de gouvernance, y compris les projets d'amendement des Statuts, auront lieu le samedi 11 octobre : de 08.00 à 09.30 et de 18.00 à 20.00, respectivement.

Exposé de la présidente du Comité des résolutions du Congrès : le processus des résolutions et la présentation des motions conformément aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature (4.2)

Mme Aroha Mead, coprésidente du Comité des résolutions du Congrès, indique que les 156 motions traitées par le Groupe de travail des résolutions avant le Congrès représentent environ 20% d'augmentation par rapport au nombre traité avant le Congrès de Bangkok, il y a quatre ans, qui lui-même représentait une augmentation de 30% par rapport au Congrès d'Amman. À ce jour, 126 motions ont été communiquées pour examen par les membres à Barcelone mais cela ne comprend pas les textes qui font l'objet d'appels ni les nouvelles motions. Le délai final de dépôt des nouvelles motions est fixé à 14.00 le vendredi 10 octobre.

Au total, environ 80 membres ont présenté des motions et 243 membres en ont été les coauteurs. Le Comité note que la diversité régionale des membres qui ont soumis ou appuyé des motions n'est pas aussi élevée qu'on pourrait le souhaiter car la grande majorité provient d'Europe et des Amériques. Quatre-vingt-quatorze motions ont été présentées en anglais, 55 en espagnol et sept en français. Le Comité des résolutions a organisé une séance ouverte sur le processus des motions juste avant la présente séance du Congrès (de 08.00 à 09.30, le vendredi 10 octobre).

Certaines motions ont été renvoyées aux Comités du Programme et de la gouvernance du Congrès pour avis, d'autres ont été considérées comme prêtes pour être examinées par le Congrès. Plusieurs groupes de contact ont

été établis pour faciliter la discussion de certaines motions. Les réunions des groupes de contact sont programmées de manière à faire la meilleure utilisation possible du temps disponible limité en tenant compte du fait que ces réunions ne peuvent avoir lieu simultanément avec une séance plénière du Congrès. Cela signifie, en pratique, que les groupes de contact se réuniront tôt le matin, durant les pauses déjeuner ou le soir. Le programme des groupes de contact sera mis à disposition au bureau « SOS-motions » (Resolutions Helpdesk) et pourra également être téléchargé. Les premières réunions de groupes de contact auront lieu le 10 octobre au soir.

En concluant son exposé, Mme Mead dépose officiellement les 126 motions communiquées à ce jour par le Comité des résolutions pour examen par le Congrès.

Le Président fait remarquer que le Comité directeur du Congrès n'a pas terminé son examen de plusieurs appels déposés par des membres concernant des décisions du Groupe de travail des résolutions à propos de quelques motions. Les résultats des procédures d'appel seront communiqués le plus vite possible. Le Président prie également tous les membres de contribuer activement aux groupes de contact et rappelle que le délai de dépôt des nouvelles motions est fixé à 14.00, le 10 octobre.

Le Centre for Sustainable Development (Bangladesh) et la Ecological Society des Philippines s'informent de l'état d'application des résolutions adoptées par le Congrès de Bangkok. La coprésidente du Comité des résolutions du Congrès, Mme Lynn Holowesko, répond qu'un rapport sur la mise en œuvre des résolutions de Bangkok a été communiqué à tous les membres en septembre 2008 et que cette question est également traitée dans le rapport de la Directrice générale.

En réponse à des questions du Center for Environmental Legal Studies (États-Unis) et du ministère de l'Environnement et du Milieu rural et marin (Espagne), le juge Antonio Benjamin (conseiller juridique) rappelle que conformément au paragraphe 58 des Règles de procédure, tout membre a le droit de proposer un amendement à une motion. Les amendements ont la priorité lors du vote et sont suivis par le vote sur la motion dans son ensemble. Mme Holowesko propose que les projets d'amendement puissent être soumis au Comité des résolutions soit par courriel, soit par écrit, par l'intermédiaire du Resolutions Helpdesk.

Répondant à des préoccupations soulevées par la Commission internationale pour la protection des Alpes, Mme

Holowesko déclare qu'il est difficile d'éviter le chevauchement dans la programmation des réunions des groupes de contact compte tenu du temps limité disponible mais que l'équipe chargée des résolutions cherchera à résoudre les problèmes de chevauchement dans toute la mesure du possible.

Mme Holowesko indique à l'Association Ribat Al Fath (Maroc) que les questions concernant l'intégration de motions relatives au Programme dans le Programme 2009–2012 doivent être communiquées aux réunions de Programme prévues pour le 10 et le 11 octobre.

Exposé du président du Comité du Programme du Congrès : Programme 2009–2012 et mandats des Commissions et processus d'adoption, y compris les motions en rapport (4.3)

Le président du Comité du Programme (Ton Boon von Ochssée) présente une vue d'ensemble du processus qui a conduit à la préparation de *Construire un avenir durable – le Programme de l'UICN 2009–2012*, en commençant par une analyse de situation élaborée par le Conseiller scientifique en chef et l'équipe du Programme mondial. Il y a eu plus de 1000 consultations différentes avec les membres. En d'autres termes, l'élaboration de ce Programme a fait l'objet de plus de consultations que tout autre Programme de l'histoire de l'UICN. Le résultat est un cadre pour toutes les activités de l'UICN qui seront entreprises par les Commissions et le Secrétariat avec et au nom des membres. L'UICN continuera de se concentrer sur son Domaine de Programme principal, à savoir conserver la biodiversité, mais travaillera également dans quatre autres Domaines de Programme thématiques : changements climatiques, énergie, gestion des écosystèmes pour le bien être humain et une économie mondiale plus verte.

Durant l'élaboration du Programme, il a été tenu compte des motions relatives au Programme et soumises par les membres ; 84 motions de ce type ont été communiquées au Comité en vue d'étudier et d'évaluer leur pertinence et leur incidence. Le Comité du Programme a conseillé le Comité des résolutions concernant la cohérence des motions par rapport au Programme, que la formation d'un groupe de contact apparaisse indispensable ou non pour discuter des problèmes soulevés dans chaque motion, et sur le regroupement de motions traitant de

thèmes programmatiques semblables. La programmation des réunions des groupes de contact en vue de discuter des motions relatives au Programme est à consulter au « Resolutions Helpdesk ». Durant le Congrès, le Comité du Programme se réunira quotidiennement et deux réunions de Programme, ouvertes à tous les membres, ont été prévues le vendredi 10 octobre de 13.00 à 15.00 et le samedi 11 octobre de 13.00 à 15.00. Le Programme sera présenté au Congrès pour adoption officielle durant la 11^e séance, le mardi 14 octobre.

Le Council for Environmental Law félicite le président du Comité du Programme, notant que pour la première fois de son histoire, l'UICN aura la possibilité d'approuver le Programme conformément aux Statuts. La Nigerian Conservation Foundation et le Sierra Club expriment leur crainte que le Programme semble traiter l'énergie et les changements climatiques comme deux questions différentes. Le Nature Conservation Council of New South Wales considère que les changements climatiques sont une question globale qui ne doit pas être placée à part. Le président du Comité du Programme répond qu'une approche intégrée a été adoptée vis à vis du climat et de l'énergie et que tous les domaines du Programme ont été coordonnés durant l'élaboration du document. Toutefois, il convient que les liens soient aussi clairs que possible pour que la mise en œuvre soit couronnée de succès; cette question, parmi d'autres questions soulevées par les membres, sera traitée durant les discussions des jours qui viennent.

Exposés des candidats (4.4, 5.1, 6.1)

4^e séance

À la demande du Président, Mme Christine Milne préside ce point de l'ordre du jour lors de la 4^e séance. Elle annonce que quatre personnes ont retiré leur candidature :

- M. Peter Bridgewater, Australie/Royaume-Uni (retrait de candidature à la présidence de la Commission de la gestion des écosystèmes)
- Mme Gill Shepherd, Royaume-Uni (retrait de candidature à la présidence de la Commission de la gestion des écosystèmes)
- M. Richard Cellarius, États-Unis (retrait de candidature à la présidence de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales)
- M. Timothy Snow, Afrique du Sud (retrait de candidature au poste de Conseiller régional pour l'Afrique)

De brefs exposés sont présentés par les candidats à la présidence des six Commissions de l'UICN et aux postes de Conseillers régionaux pour quatre des huit Régions UICN, comme suit :

Commission de l'éducation et de la communication

Keith Wheeler, États-Unis

Commission des politiques environnementales, économiques et sociales

Abdelhadi Bennis, Maroc
Aroha Mead, Nouvelle-Zélande

Commission mondiale des aires protégées

Nikita Lopoukhine, Canada

Commission de la sauvegarde des espèces

Holly Dublin, États-Unis
Simon Stuart, Royaume-Uni

Commission du droit de l'environnement

Sheila Abed, Paraguay

Commission de la gestion des écosystèmes

Piet Wit, Pays-Bas
Angela Andrade Pérez, Colombie
Hein Rune Skjoldal, Norvège

Région Afrique

Yolan Friedman, Afrique du Sud
Brahim Haddane, Maroc
David Mabunda, Afrique du Sud
Hillary Masundire, Zimbabwe
Accel Ndinga-Makanda, Congo

Région Mésio-Amérique et Amérique du Sud

Cláudio Maretti, Brésil
Miguel Pellerano, Argentine
Zuleika S. Pinzón, Panama

Région Amérique du Nord et Caraïbes

Spencer Linus Thomas, Grenade
George Greene, Canada
Sixto Inchaustegui, République dominicaine
Russ Mittermeier, États-Unis

Région Asie du Sud et de l'Est

Monthip Tabucanon, Thaïlande
Mahfuz Ullah, Bangladesh
Arzu Rana Deuba, Népal
Hiroharu Koike, Japon
Tej Kumar Shrestha, Népal

5^e séance

De brefs exposés sont présentés par les candidats aux postes de Conseillers régionaux pour les quatre autres Régions UICN :

Région Océanie

Lionel Gibson, Fidji
Brendan Mackey, Australie
Diana Shand, Nouvelle-Zélande

Région Asie de l'Ouest

Saif Ali Al-Hajari, Qatar
Abdul Aziz Mohammad Al-Mohanna,
Arabie saoudite
Samira Omar Asem, Koweït (exposé présenté en son nom par le Conseiller régional sortant, Talal Al-Azimi, Koweït; pour des raisons personnelles, la candidate n'a pas pu faire le voyage de Barcelone)
Ali Darwish, Liban
Javed Jabbar, Pakistan
Mohammad Shahbaz, Jordanie

Région Europe de l'Est, Asie du Nord et Asie centrale

Ivan Voloscuk, Slovaquie
Amirkhan Amirkhanov, Fédération de Russie
Vilmos Kiszal, Hongrie
Kalev Sepp, Estonie

Il est annoncé que Jasminka Milosevic (Serbie) n'est pas en mesure d'assister au Congrès et n'a pris aucune disposition pour que sa candidature soit présentée en son nom.

Région Europe de l'Ouest

Marina von Weissenberg, Finlande
Hans de Iongh, Pays-Bas
Christophe Lefebvre, France

6^e séance

Les candidats aux postes de Trésorier et Président de l'UICN font de brefs exposés comme suit :

Trésorier

Kurt Ramin, Allemagne

Président

Puri Canals, Espagne

Ashok Khosla, Inde

Carlos Manuel Rodríguez, Costa Rica

Les exposés des candidats étant terminés, le Responsable des élections explique en détail la procédure de vote conformément aux paragraphes 75 à 81 des Règles de procédure. Le vote commencera à 14.30 le samedi 11 octobre et se terminera à 19.30 le même jour. Les résultats seront annoncés au début de la 8^e séance, le lundi 13 octobre.

Rapport du Président (5.2)

Ce point de l'ordre du jour est présidé par Mme Huguette Labelle, Conseillère régionale pour l'Amérique du Nord.

Présentant le Rapport du Président, M. Valli Moosa rappelle que lors de son premier discours en tant que Président nouvellement élu, à la clôture de la 3^e Session du Congrès mondial de la nature de l'UICN, à Bangkok, il avait énuméré une série de défis clés pour la période intersessions 2005–2008 :

- collaborer avec les gouvernements qui n'ont pas encore rejoint l'UICN ou qui n'ont pas exercé activement leur rôle de membre afin de promouvoir l'unité autour d'un message commun ;
- être plus présent auprès des Nations Unies ;
- construire sur les forces de l'UICN en tant qu'utilisateur et générateur de connaissances ;
- renforcer considérablement le travail de communication de l'Union ;
- faire en sorte que l'Union soit audacieuse, confiante et présente partout.

Le Président est fier d'annoncer que l'UICN a fait des progrès considérables dans ce sens depuis quatre ans et qu'elle a notamment accueilli 81 nouveaux membres depuis Bangkok et assuré son statut d'Observateur permanent auprès des Nations Unies.

Une des tâches les plus importantes du Président de l'UICN a été de présider le Conseil. Depuis le Congrès de Bangkok, neuf réunions de ce type ont eu lieu au siège, à Gland, à l'exception de la 68^e qui a été organisée au Parc Kruger, en Afrique du Sud. Par ailleurs, il y a eu huit réunions du Bureau ainsi que des réunions régulières du Comité des membres du Conseil, du Comité de la gouvernance et du Comité des finances et des audits. En préparation du présent Congrès, le Conseil a également créé un Comité préparatoire du Congrès, un Groupe de travail des résolutions et un Groupe de travail du Programme. Enfin, plusieurs sous-groupes et groupes d'étude du Conseil ont traité de questions spécifiques telles que la parité et la biodiversité, le concept « Un seul Programme » et les organismes génétiquement modifiés.

Durant la période intersessions 2005–2008, le Conseil s'est tout particulièrement consacré aux questions de gouvernance, notamment une étude des limites régionales et de la représentation régionale au Conseil qui a abouti à un projet de résolution présenté aujourd'hui au Congrès pour examen. La priorité a également été donnée à l'identification de moyens de promouvoir un travail harmonieux avec les membres, les Commissions et le Secrétariat, ce qui a également abouti à la préparation d'une motion présentée aujourd'hui à cette session du Congrès.

Le Président souligne le rôle du Conseil relatif aux trois amendements proposés aux Statuts que le Comité de la gouvernance du Congrès est en train d'examiner et qui seront présentés aux membres pour approbation durant la 9^e séance du Congrès, le 13 octobre. Ces amendements concernent tous des questions de gouvernance et deux d'entre eux ont été proposés par le Conseil lui-même :

- amendement à l'Article premier des Statuts concernant le nom de l'UICN (document du Congrès CGR/2008/4 envoyé aux membres en mai 2008) ; et
- amendement à l'Article 71(c) des Statuts concernant la portée territoriale des Comités nationaux et régionaux (document du Congrès CGR/2008/5 envoyé aux membres en mai 2008).

Le troisième projet d'amendement, à l'Article 68 des Statuts, a été soumis par les membres et concerne la création d'une nouvelle catégorie « D » de membre de l'UICN pour les collectivités territoriales et régionales (document du Congrès CGR/2008/6 envoyé aux membres en mai 2008).

Le Président prie les membres d'examiner ces amendements importants avec le plus grand soin et d'être prêts à exprimer leur opinion lorsqu'on en viendra au vote.

Passant aux résultats de l'Évaluation indépendante de l'UICN 2007, le Président note que même si l'Union est une organisation de haute réputation, il est toujours nécessaire d'éclaircir son rôle, son but et ses objectifs car c'est une organisation composée de membres, si l'on veut améliorer son leadership et son positionnement, renforcer ses structures de gouvernance, améliorer les relations avec les membres et la responsabilité du Secrétariat devant les membres et renforcer le rôle de gestion des connaissances de l'UICN afin de mieux connecter les membres, les Commissions et les partenaires de l'Union en général.

Le Conseil a également supervisé l'examen des travaux des Commissions de l'UICN (résumé dans le document du Congrès CGR/2008/7 *Rapport des activités du Conseil relatives à l'évaluation du travail des Commissions*) ainsi qu'une étude des membres. Les résultats de cette dernière ont montré qu'un nombre important de membres n'avaient pas une bonne connaissance des programmes régionaux et thématiques de l'UICN. L'étude a conclu que les principaux domaines de participation des membres (et les niveaux de satisfaction les plus élevés) concernaient les domaines fondamentaux de l'UICN tels que les aires protégées et les espèces. La conclusion la plus importante est que plus les membres participent aux travaux de l'UICN plus ils sont satisfaits.

Globalement, les membres ont foi dans le concept de l'UICN en tant qu'Union, ils estiment qu'elle est importante pour leurs travaux et ils respectent et apprécient de nombreux aspects de l'Union. La plupart, toutefois, souhaitent une participation considérablement plus grande qu'actuellement et beaucoup sont déçus du résultat des efforts qu'ils font pour participer davantage. Pour beaucoup, l'UICN est loin de remplir la promesse d'une organisation fondée sur ses membres. Les résultats de l'étude ont fourni une base extrêmement solide pour des améliorations de la gestion et de la gouvernance de l'Union et les résultats ont été repris par un Groupe d'étude spécial du Conseil et le Secrétariat pour devenir une nouvelle Stratégie pour les membres qui sera au cœur des travaux futurs du Secrétariat et du nouveau Conseil.

Le Président et le Conseil ont aussi participé étroitement à l'organisation d'un débat de « penseurs éminents » sur l'avenir du concept de la durabilité et au recrutement de la nouvelle Directrice générale.

Parmi les exemples de missions entreprises au nom de l'UICN, le Président mentionne des visites :

- au Sénégal et au Mali (2005) pour des réunions avec les chefs d'État et de gouvernement et des membres de l'UICN ;
- au Costa Rica et au Panama (2006), notamment la participation à la 7^e Réunion des membres de l'UICN en Mésio-Amérique ;
- au Botswana (2006) afin d'être témoin de l'appui de l'UICN à l'élaboration du Plan de gestion intégral du delta de l'Okavango ;
- au Pakistan (2006) pour discuter avec des responsables de haut niveau des activités d'appui de l'UICN après le tremblement de terre ;
- à la réunion des ministres de l'Environnement et du Développement du G8 (Derby, Royaume-Uni, 2005) ;
- à la Conférence scientifique internationale sur la biodiversité : science et gouvernance (qui a eu lieu à Paris, France, 2006) ;
- à la toute première réunion des Présidents des Comités nationaux et régionaux officiellement reconnus de l'UICN (qui a eu lieu à La Haye, Pays-Bas, 2006) ; et
- à la 13^e session de la Commission du développement durable (New York, États Unis, 2005).

En outre, le Président a rencontré des représentants de la Clinton Global Initiative qui ont discuté d'appels de fonds et de collaboration future au programme de restauration des mangroves après le tsunami, en Asie du Sud Est.

Le Président conclut en déclarant que l'UICN est vraiment une Union étonnante avec les trois segments qui la composent – les membres, les Commissions et le Secrétariat – et qui sont aussi importants les uns que les autres. Il promet de rester proche de l'UICN et prie les membres de se concentrer sur la réalisation de la mission de l'Union et de travailler de concert avec les amis et partenaires de l'Union au sein des gouvernements, des entreprises et des ONG afin d'apporter un changement pour le meilleur à la santé de la planète et aux générations futures qui vivront sur cette planète. L'UICN doit offrir une vision et un espoir et faire en sorte que ses connaissances soient utiles à d'autres secteurs de la société, et offrir des solutions concrètes dans une langue commune que tout le monde puisse comprendre, absorber et utiliser afin de générer des changements imprégnant toute la société. L'UICN a un rôle important et croissant à jouer sur la scène internationale et pourrait être plus audacieuse et plus visible. Les sphères d'influence de l'Union sont, sans doute, en train de s'élargir et il est clair que des parties plus nombreuses, des cercles gouvernementaux au secteur privé, se tournent vers l'UICN pour qu'elle assume

un rôle dirigeant. La collaboration est la voie de l'avenir qui permettra à l'UICN de rester le leader dans les domaines de la conservation et de la durabilité.

La Présidente de séance prie alors les membres d'assister aux deux réunions organisées par le Comité de la gouvernance du Congrès pour examiner les projets d'amendement aux Statuts qui seront aussi discutés plus à fond en plénière, lors de la 9^e séance du Congrès. Elle donne ensuite la parole aux participants pour des commentaires et des questions concernant le Rapport du Président.

Parfaitement d'accord avec l'opinion de VITALIS – Hombre, Comunicación y Ambiente (Venezuela) concernant l'importance de conserver les membres, le Président note qu'obtenir la réintégration de membres ayant quitté l'Union est souvent un processus complexe, en particulier lorsqu'il s'agit d'États membres. Les Comités régionaux et nationaux pourraient jouer un rôle utile à cet égard, notamment en ce qui concerne les ONG membres.

La Wildlife Society of Kenya est heureuse d'entendre le Président faire référence aux Commissions de l'UICN et espère que celles-ci obtiendront un appui plus important à l'avenir.

La Fundación para la Defensa del Medio Ambiente Baja Verapaz (Guatemala) prie instamment le Congrès de réfléchir aux moyens de resserrer les relations entre les membres et le Conseil, le Secrétariat et les Commissions. Il est également important d'étudier des mécanismes de renforcement des membres particulièrement les membres locaux de l'UICN. L'Union a besoin de Comités nationaux et régionaux qui fonctionnent bien et le siège devrait renforcer les capacités de ces Comités.

La Fundación para el Ecodesarrollo y la Conservación (Guatemala) se demande comment l'UICN pourrait mieux utiliser son siège aux Nations Unies. Le Président répond que l'UICN doit intervenir sur des questions qui concernent toute l'Union, lorsqu'il y a un suivi à donner à une politique ou une décision claire du Congrès. L'UICN devrait profiter de l'intérêt que les médias mondiaux portent à l'ONU. Toutefois, il est également important que le bureau de l'UICN à New York soit en relation avec les membres car à l'ONU, des questions sont parfois soulevées qui intéressent les membres mais qui ne sont pas directement liées à la politique globale de l'UICN.

Répondant aux préoccupations de la Nigerian Conservation Foundation selon laquelle l'UICN ne s'est pas

exprimée sur les dommages causés par l'industrie pétrolière dans le delta du Niger et dans l'Arctique, la Directrice générale donne l'assurance aux membres que l'UICN travaille en permanence dans les deux régions et s'efforce d'obtenir des compagnies pétrolières qu'elles améliorent leur comportement.

Le Sierra Club (États-Unis) demande si les détails des efforts accomplis dans ce sens sont rendus publics, en particulier en ce qui concerne l'entreprise Shell. La Directrice générale indique que des informations sur les relations de l'UICN avec Shell sont publiées sur le site Web de l'UICN et qu'elle-même est disponible pour en discuter en plus grand détail.

Le Centre d'Études pour le Développement Africain (Burkina Faso) estime qu'il serait utile d'étudier l'ensemble de la structure de l'UICN et de mener en particulier une évaluation sur le fonctionnement des Comités nationaux et régionaux. Combien de fois les différents Comités se réunissent-ils entre les Congrès et quelles sont les difficultés qu'ils rencontrent?

La Présidente rappelle que cette question peut être soulevée lors des audiences publiques organisées par le Comité de la gouvernance du Congrès.

Rapport de la Directrice générale (5.3)

La Directrice générale, Mme Julia Marton-Lefèvre, présente son rapport notant que l'on peut trouver plus amples détails dans le document du Congrès CGR/2008/8 *Rapport de la Directrice générale sur les travaux de l'Union depuis le 3^e Congrès mondial de la nature de l'UICN, Bangkok, 2004*. Attirant l'attention sur les forces uniques de l'UICN qui lui viennent de la diversité de ses membres et experts unifiés autour d'une mission commune, la Directrice générale souligne également la nécessité pour l'Union de devenir plus influente afin de générer la volonté politique nécessaire pour résoudre les problèmes de l'environnement auxquels la planète doit faire face.

Le Forum mondial de la nature qui vient de s'achever a donné aux personnes présentes à Barcelone un aperçu d'un pan réellement porteur de la vision et de la mission de l'UICN en action. Maintenant que l'Assemblée des membres est ouverte, la Directrice générale prie les participants au Congrès de maintenir l'enthousiasme et l'engagement que l'on a pu constater durant le Forum : « Avant tout, je voudrais que nous ne perdions pas de vue notre

objectif commun. Nous avons un travail important à accomplir. Une partie de ce travail concerne le fonctionnement de notre Union, une autre ce que nous voulons qu'elle fasse et surtout, ce que doit être l'agenda mondial de la conservation. »

Depuis 60 ans, l'UICN apporte des connaissances crédibles et fiables, organise et construit des partenariats pour l'action, exerce son influence au niveau aussi bien local que mondial et a réussi à influencer les normes et les pratiques. Aujourd'hui, la conscience de l'environnement est plus forte que jamais et l'UICN se doit de fournir des orientations et des solutions, s'appuyant sur ses connaissances, sur l'équité et la justice et sur de solides considérations éthiques.

Passant aux éléments qui composent l'UICN, Mme Marton-Lefèvre fait quelques remarques sur l'habitude de décrire les membres, les Commissions et le Secrétariat sous l'expression « trois piliers » qui tiennent l'Union – forts, égaux mais en réalité tout à fait séparés. La métaphore plus scientifique et plus sympathique de « triple hélice » est à préférer car elle traduit tellement mieux les relations intimes qui sont essentielles à la mission de l'UICN. Maximiser la synergie de ces relations reste un défi et la Directrice appelle tous ceux qui sont présents à aider à abolir les barrières entre les « piliers » afin que l'UICN puisse devenir une Union véritable et vivante.

L'UICN a actuellement 1148 membres, y compris le groupe le plus nouveau de 48 membres dont l'adhésion a pris effet au 4 octobre et parmi eux les États membres les plus récents de l'UICN, le Mexique et la Géorgie. Depuis qu'elle a pris ses fonctions de Directrice générale, Mme Marton-Lefèvre a passé beaucoup de temps à rencontrer les membres et à écouter leurs préoccupations ; elle a pu constater leur vif désir de réforme et d'engagement. Elle déclare : « Mon prédécesseur, Achim Steiner, a entamé une série de réformes de gestion que je poursuis et nous sommes actuellement en plein cœur d'un processus de changement et de développement institutionnel à l'échelle du système qui aboutira à une Union plus efficace où la collaboration sera plus réelle. Et dans tout cela, nous mettons l'accent sur : nos liens avec les membres et les Commissions ; notre capacité de formuler des politiques avec vous et en votre nom ; et notre but qui est de travailler efficacement en tant que Secrétariat décentralisé, distribué, évoluant avec aisance à travers les zones culturelles et les fuseaux horaires. »

Une des tâches importantes a été de collaborer avec le Conseil pour évaluer l'état d'avancement des Résolutions

de Bangkok. Un rapport a été communiqué aux membres en septembre montrant que l'application d'environ 15% des Résolutions était terminée et que les travaux pour une grande majorité d'entre elles se poursuivent car beaucoup ne peuvent être traitées en une seule période intersessions.

Se référant au Programme 2009–2012, la Directrice générale exprime l'espoir qu'il sera adopté en temps voulu et sa conviction qu'il offre le cadre qui convient pour tous les secteurs de l'Union leur permettant d'agir ensemble pour obtenir des résultats concrets.

En conclusion, elle déclare : « J'ai réalisé que notre Union est aujourd'hui à la croisée des chemins et que nous devons choisir celui que nous voulons suivre. Nous pouvons prendre le chemin connu, un chemin familier et confortable où nous continuerons de discuter et d'argumenter entre nous et, lorsque nous ferons des choses intéressantes, lever le drapeau rouge et exercer une influence modérée. Mais nous pouvons prendre l'autre chemin, celui que l'on dit moins connu, où nous embrasserons le changement au lieu de lui résister. C'est un chemin que nous suivrons avec de nouveaux partenaires qui représentent notre réalité en tant qu'éléments de la société que nous sommes et qui a été créée pour *influencer, encourager* et *aider*. C'est un chemin sur lequel l'UICN construit des ponts – pas nécessairement consensuels – entre des intérêts divergents ; un chemin où l'UICN conduit un mouvement massif, le seul qui puisse mener aux changements nécessaires pour sauver notre seule planète.

Nul besoin de changer notre énoncé de mission pour y parvenir. Nous devons simplement réaliser que les progrès ne sont pas toujours linéaires ; qu'il faut se montrer intelligents et agir de manière stratégique pour défendre la nature devant un public toujours plus vaste ; et que nous sommes tellement plus forts lorsque nous travaillons ensemble. »

Le Président donne la parole aux participants pour des questions et commentaires.

Le Conseil international du droit de l'environnement félicite la Directrice générale pour son rapport complet, bien compris et clair. En ce qui concerne les Commissions de l'UICN, la Directrice générale a cité l'Évaluation indépendante de 2007 dans laquelle 10% seulement des membres indiquaient qu'ils participaient aux activités de la CPEES, de la CEC ou de la CDDE. La Directrice générale devrait analyser les raisons multiples de cela – qui pourraient bien comprendre une concurrence entre les Commissions.

Se référant au suivi des décisions du Congrès de Bangkok et en particulier de la Résolution 3.092, Inuit Tapiriit Kanatami demande à l'UICN d'agir pour faciliter les discussions entre les Inuits et les pays qui ont imposé des interdictions de chasse.

Schutzgemeinschaft Deutsches Wild accueille favorablement la collaboration renforcée entre le Secrétariat et les membres mais se préoccupe de ce que signifie, dans le rapport de la Directrice générale, le fait que 85% des décisions de Bangkok sont soit non appliquées, soit partiellement appliquées. Cent trente autres motions vont être examinées par le présent Congrès et il pourrait y avoir un certain cynisme si les statistiques d'application ne montrent pas d'amélioration avant le prochain Congrès. L'UICN doit prendre des décisions susceptibles d'être appliquées.

Le Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier est également préoccupé de la manière dont les priorités semblent avoir été assignées à l'application des décisions de Bangkok. Faisant référence à la Résolution 3.074 qui concerne l'utilisation durable de la biodiversité, il se demande s'il faut vraiment quatre ans pour envoyer une lettre?

Se référant aussi aux Résolutions de Bangkok en général et à la Résolution sur les organismes génétiquement modifiés en particulier, la Ecological Society of the Philippines prie la Directrice générale de prendre toute mesure nécessaire pour en garantir l'application.

Diana Shand, Conseillère régionale pour l'Océanie, félicite la Directrice générale pour avoir amené au sein de l'UICN de nouveaux États membres et de nouveaux donateurs-cadres. Toutefois, une des préoccupations porte sur le fondement des relations entre le Conseil et le Secrétariat. À sa réunion de mars 2008, le Conseil a décidé qu'il approuverait les nominations pour le poste de Président de la CSE à condition qu'un candidat démissionne immédiatement du Secrétariat. Or, le membre du personnel en question n'a quitté le Secrétariat que fin juillet 2008. Cela n'est pas conforme aux attentes du Conseil et une explication s'impose.

La Directrice générale répond que le membre du personnel en question a remis sa démission immédiatement mais que l'UICN doit tenir compte de ses obligations juridiques et de la nécessité de garantir la poursuite d'un travail de conservation vital pour déterminer le moment où la démission prend effet. Le membre du personnel concerné a été prié de n'entreprendre aucune négociation ou campagne avant d'avoir quitté le Secrétariat.

Ali Darwish, Conseiller régional pour l'Asie de l'Ouest, demande des éclaircissements sur l'état de mise en œuvre des recommandations issues des différentes évaluations indépendantes de l'UICN menées à bien.

La Directrice générale rappelle que la mise en œuvre des Résolutions de Bangkok a été résumée dans un document communiqué en septembre 2008. En fait, la plupart sont en bonne voie et une seule n'a pas du tout été appliquée. Le Secrétariat souhaite vivement faire mieux. Cependant, la responsabilité de l'application des décisions du Congrès ne repose pas sur les seules épaules du Secrétariat mais aussi sur celles des Commissions et des membres. La première réunion du Conseil qui aura lieu après le Congrès examinera toutes les motions adoptées à Barcelone.

Mme Marton-Lefèvre invite les personnes préoccupées par l'état de telle ou telle résolution à s'adresser personnellement à elle pour voir ce qui peut être fait.

Le ministère de l'Eau, des Territoires et de l'Environnement de l'Ouganda recommande à la Directrice générale et au Secrétariat de s'attaquer à la conception de stratégies pour retenir les membres – en particulier les États membres. Il y a eu quelques plaintes sur la concurrence, au sein des pays, entre l'UICN et ses membres et sur le fait que le Secrétariat ne travaillerait pas par l'intermédiaire des États membres.

La Directrice générale convient que le genre de concurrence décrit est indubitablement malsain et souligne que le Secrétariat est totalement déterminé à travailler en collaboration avec les membres pour surmonter ce genre de problèmes.

Rapports des Présidents des Commissions (5.4)

Les Présidents des six Commissions de l'UICN font de brefs exposés mettant en évidence les temps forts des activités des Commissions durant la période intersessions 2005–2008. De plus amples détails sont contenus dans les six Annexes au document du Congrès CGR/2008/9 *Rapports des Présidents de Commissions*.

Hillary Masundire, Président de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN, rappelle aux membres la mission, la vision et les cinq domaines d'action de la CGE et souligne certaines des grandes réalisations de la CGE depuis le Congrès de

Bangkok. La Commission a ouvert un nouveau domaine de travail au sein de l'UICN avec un atelier et la publication qui en est résultée sur l'application de l'approche par écosystème à des catastrophes, dans le sillage du tsunami de l'Asie du Sud-Est. En 2006, la CGE a organisé un atelier technique en Jordanie sur « Les trésors cachés des terres arides » dans le cadre de l'Année internationale des déserts et de la désertification et c'est la CGE qui a focalisé l'attention de l'UICN sur les terres arides qui couvrent plus de 40% de la superficie émergée de la Terre. En 2007, en Colombie, la CGE a fourni une plate-forme où l'Amérique latine a pu partager ses expériences d'application de l'approche par écosystème avec, à la clé, une publication.

À travers toute la période intersessions, la CGE a travaillé en collaboration étroite avec les Conventions des Nations Unies – par exemple, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique à sa neuvième réunion (CBD COP9) a demandé spécifiquement à l'UICN sa participation concernant l'approche par écosystème. Notant que la CGE a maintenant entre 400 et 500 membres activement engagés, Hillary Masundire termine son exposé en déclarant « Je vous lègue une Commission de la gestion des écosystèmes vivante, active et productive ».

Keith Wheeler, Président de la Commission de l'éducation et de la communication (CEC) de l'UICN présente un petit film vidéo montrant des exemples de certaines des activités principales et des grandes réalisations de la CEC depuis quatre ans. On peut y voir une collaboration avec le Sustainability Institute in South Africa comme espace d'apprentissage et d'impulsion de changements profonds aux niveaux provincial et national. La CEC a également œuvré en vue de renforcer la capacité de communication des conventions sur l'environnement et a été reconnue comme le réseau mondial de connaissances sur la biodiversité avec des liens solides au niveau local. La CEC a collaboré avec la CDB pour élaborer la Boîte à outils du Programme de communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) de la Convention. En partenariat avec le PNUE, la CEC a aidé à introduire le concept de citoyenneté de l'environnement auprès des autorités locales, des hommes politiques, des groupes communautaires mais aussi des églises et des écoles dans neuf pays d'Amérique latine. Le Réseau d'apprentissage pour la conservation de la nature (WCLN) de la CEC connecte l'UICN avec le monde des universités et soutient des réseaux novateurs en vue de multiplier les efforts en faveur de la conservation et du développement durable. Il ne suffirait plus de

« continuer comme avant » et les exemples démontrent un changement profond. Keith Wheeler conclut l'exposé sur la CEC en invitant les membres de l'UICN dans leur ensemble à rejoindre la CEC pour impulser le changement au sein de l'Union.

Taghi Farvar, Président de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) de l'UICN explique que la Commission contribue à la réalisation de la mission de l'UICN en fournissant une réflexion et une expertise sur les moyens d'harmoniser la conservation de la biodiversité et les préoccupations socioéconomiques et culturelles cruciales de l'humanité. La CPEES a plus de 1000 membres dont 40% sont des femmes et plus de 50% originaires des pays du « Sud ». La CPEES est aussi une des Commissions les plus jeunes.

La Commission a conduit des travaux pionniers sur les droits de l'homme et la gouvernance au sein de l'Union et dans le cadre de ses sept Thèmes, a traité certains des sujets les plus complexes du domaine de la conservation d'aujourd'hui. Par exemple, TILCEPA qui représente un mariage réussi entre la CMAP et la CPEES a aidé à comprendre, renforcer et promouvoir les aires conservées par des communautés et des groupes autochtones conformément au Programme de travail de la CDB sur les aires protégées. Le Thème sur les moyens d'existence s'est intéressé, par exemple, à la souveraineté alimentaire et à la conservation en faveur des pauvres. Le Groupe de travail sur l'environnement et la sécurité a œuvré sur les aspects sécuritaires des changements climatiques (par exemple, à la Conférence de Bali de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) et a soutenu une mission d'enquête après une grave marée noire au Liban. Le Thème sur l'environnement, la macroéconomie, le commerce et les investissements (TEMTEI) a mis en œuvre un projet de l'UICN sur les politiques monétaires et fiscales en faveur de la durabilité particulièrement consacré à l'Amérique latine. Le Thème culture et conservation (TCC) a élaboré, en collaboration avec un membre de l'UICN, Terralingua, un ouvrage de référence sur la diversité bioculturelle.

La CPEES engage l'ensemble de la société dans le domaine de la conservation, en particulier les populations autochtones et les communautés locales, et recherche la justice environnementale. Elle renforce, en outre, la multiplicité des valeurs incarnées dans la nature, parallèlement aux valeurs économiques et aux liens entre la politique et la pratique. La Commission a produit plusieurs publications révolutionnaires telles que *Sharing*

Power ou sa collection *Policy Matters*. Taghi Farvar conclut avec trois messages d'adieu :

- les préoccupations sociales sont au cœur de l'Union : quand allons-nous passer de la rhétorique à la réalité ?
- l'UICN devrait se garder des « partenariats » et « mariages » qui pourraient rompre l'équilibre de l'Union et lui faire perdre sa route ;
- rappel de la vision de l'UICN – un monde juste qui valorise et conserve la nature – la recherche de la conservation avec équité.

Sheila Abed de Zavala, Présidente de la Commission du droit de l'environnement (CDDE) de l'UICN rappelle qu'il y a quatre ans, les membres de la CDDE étaient, dans leur grande majorité, originaires des pays industrialisés tandis qu'aujourd'hui la CDDE a de nombreux membres dans les pays en développement et est une Commission plus ouverte et plus diverse sur le plan culturel. Avec l'utilisation des moyens modernes de communication et les efforts de lutte contre les barrières linguistiques, la CDDE a concentré son attention sur le renforcement de ses groupes de spécialistes ; un coprésident a été assigné à chaque groupe et des ressources de fonctionnement leur ont été attribuées pour couvrir les frais de fonctionnement de base et la mise au point de plans de travail annuels. La modernisation des outils de communication et la lutte contre les barrières linguistiques ont amélioré les interactions au sein de la CDDE. Un des jalons a été l'organisation de la toute première réunion annuelle des présidents. La CDDE ne s'est pas contentée de cela mais a collaboré avec les bureaux régionaux et nationaux et l'UICN pour appliquer le concept « Un seul Programme » de l'Union et a dirigé les travaux inter-Commissions, par exemple avec la CMAP.

La CDDE travaille à de nombreux thèmes, notamment l'énergie durable, l'environnement et le commerce, les populations autochtones, les conflits armés et l'environnement, et l'eau. La CDDE s'est consacrée exclusivement aux questions d'équité et s'est fait le champion des approches basées sur les droits. La CDDE a mis au point des produits formidables tels que le *Guide for Application of the Precautionary Principle*. Autre entreprise importante : la mise sur pied d'un « Helpdesk » de la CDDE qui constitue un centre d'information et d'aide en matière de législation et de politique de l'environnement, pour soutenir les membres institutionnels de l'UICN. Afin de soigner la prochaine génération de juristes de l'environnement, la CDDE a créé le prix Alexandre Kiss qui permet à de jeunes juristes professionnels de terminer leur formation au Centre du droit de l'environnement de Bonn. La

CDDE honorera ses engagements à poursuivre les travaux entamés il y a quatre ans.

Holly Dublin, Présidente de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN déclare que le parcours de la CSE depuis Bangkok a été une mission possible. La CSE peut contempler six décennies de réalisations en matière de conservation ; elle a aujourd'hui plus de 7600 membres enregistrés et plus de 120 groupes de spécialistes. La CSE accorde une haute priorité à la sensibilisation aux problèmes des membres et valorise le bénévolat tout en étant très consciente des politiques et de la gouvernance au sein de l'UICN.

Pour la toute première fois, la CSE a rassemblé ses présidents de groupes de spécialistes durant la dernière période intersessions. Elle a pu contribuer à l'application d'un nombre considérable de Résolutions et Recommandations de Bangkok. La CSE est considérée par beaucoup comme le centre scientifique de l'UICN compte tenu du vaste nombre d'évaluations des espèces réalisées chaque année. Par exemple, la CSE a fourni des informations aux décideurs dans le cadre de la Deuxième évaluation mondiale des mammifères, de nouvelles évaluations des espèces marines et dulciicoles, d'une évaluation régionale en Europe et dans la Méditerranée et de la mise au point d'indicateurs pour l'Objectif 2010 de la CDB pour la biodiversité, l'Objectif 7 du Millénaire pour le développement, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et la Convention sur les espèces migratrices (CMS). La CSE a réévalué le processus de la *Liste rouge* afin d'améliorer sa rigueur et de maintenir son intégrité.

La CSE a aidé à comprendre certaines des menaces issues des modes actuels de consommation et de production : surexploitation, changements climatiques, impacts des secteurs miniers ou de l'énergie et effets des espèces envahissantes, par exemple. La CSE a mis au point un nombre considérable de nouvelles lignes directrices et publications et a encouragé la coopération et l'action au niveau régional pour les espèces ainsi que la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes. La Commission a encouragé la collaboration inter-Commissions et a collaboré, par exemple, avec la CDDE au Principe de précaution et avec la CMAP aux lignes directrices sur les aires protégées. Les priorités pour 2009–2012 sont intégrées dans le Plan stratégique de la CSE qui a placé le concept « Un seul Programme » en son centre ainsi que la nécessité d'obtenir l'appui nécessaire pour les membres de la CSE et ses partenaires dans le monde entier.

Nikita Lopoukhine, Président de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN déclare sa satisfaction de voir que le nouveau logo de l'Union, « UICN » est enveloppé dans une grande lettre « C » signifiant, de toute évidence, « Commissions » ! Il remercie les quatre organismes bailleurs de fonds qui ont rendu possibles les réunions et le travail de la CMAP ainsi que les travaux et l'appui des membres du Comité directeur de la CMAP et de leurs institutions.

Les aires marines protégées ont été la priorité de la CMAP avec des partenaires, à travers tous les océans de la planète. Le nombre de membres des organisations concernées par le milieu marin a augmenté pour couvrir plus de 50 pays. Les aires protégées de montagne sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques, ce qui fait que la connectivité est une question cruciale. La CMAP, avec son réseau de plus de 500 experts du biome des montagnes, a produit trois publications importantes sur les montagnes et parmi elles *Guidelines for Planning and Managing Mountain Protected Areas*.

Du point de vue de l'efficacité de la gestion, la CMAP devient un « joyau » – un exemple en est l'étude mondiale sur l'efficacité de la gestion des aires protégées avec une évaluation au niveau du système de plus de 6000 aires protégées dans 80 pays. De même, la reconnaissance de la capacité consultative technique de l'UICN pour les biens dépendant de la Convention du patrimoine mondial augmente.

À la suite de la Résolution 3.048 de Bangkok, les lignes directrices sur les catégories de gestion des aires protégées ont été revues et présentées lors d'un atelier qui a eu lieu il y a quelques jours, durant le Forum mondial de la nature de Barcelone. La CMAP a également lancé le Réseau d'apprentissage sur les aires protégées, PALNet, cette plate-forme virtuelle qui permet à tous ceux qui travaillent aux questions relatives aux aires protégées d'accéder à l'information et de la partager. Autre domaine d'attention important de la CMAP : le Programme de la CDB sur les aires protégées. Il est à noter, au niveau régional, que la CMAP est de plus en plus reconnue comme source de vérification et de certification de la mise en place d'aires protégées et de leur gestion par rapport aux Catégories de l'UICN. En concluant son rapport, Nikita Lopoukhine passe en revue les grands événements internationaux auxquels la CMAP a joué un rôle actif durant les quatre années écoulées.

Après quelques remarques sur les trésors de la science de l'UICN dans le monde entier, le Président félicite les

Présidents des Commissions, les Vice-présidents et les groupes directeurs, reconnaissant que la mobilisation des personnes n'est jamais jouée d'avance mais nécessite beaucoup de temps et d'efforts. Il donne la parole aux participants pour des commentaires et des questions.

Se référant aux conflits armés du Moyen-Orient et d'ailleurs, l'Academy of Scientific Research and Technology (Égypte) exprime le sentiment que personne ne semble s'occuper des effets de la guerre sur les écosystèmes. L'UICN doit le faire. Par ailleurs, la Présidente de la CSE a mentionné la réunion des présidents des groupes de spécialistes de la CSE mais n'a pas indiqué que la réunion avait eu lieu aux Émirats arabes unis. C'est important de reconnaître la contribution des pays arabes aux travaux de l'UICN.

Le ministère japonais des Affaires étrangères rappelle que le Japon organisera la dixième Réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CBD COP10) et demande la coopération de l'UICN à ce sujet. Le Japon encourage tous les Présidents de Commissions et la Directrice générale de l'UICN à utiliser au mieux les occasions offertes par la COP10.

Le Président remercie le Japon d'avoir pris l'initiative de jeter des passerelles.

L'Arab Group for the Protection of Nature (Jordanie) déclare qu'il a aidé à la mise en place du Comité national jordanien pour l'UICN ainsi qu'à l'application de la Résolution 3.006 de Bangkok. Toutefois, le Groupe a essayé d'établir le contact avec la CDDE pour obtenir des orientations sur la grande marée noire qui a touché le Liban mais sans succès. Le Président de la CEC fait remarquer que la CEC a un groupe de spécialistes sur les conflits et l'environnement et que le correspondant de ce groupe de spécialistes est jordanien.

Le ministère ougandais de l'Eau, des Territoires et de l'Environnement demande pourquoi la restauration des écosystèmes dégradés semble avoir reçu peu d'attention de la part de la CGE. Le Président de la CGE indique qu'il suivra cette question directement avec le ministère.

L'Association Ribat Al Fath (Maroc) demande qu'un résumé géographique et thématique des activités des Commissions soit mis à disposition à l'avenir pour faciliter une analyse correcte des travaux des Commissions.

En concluant la discussion de ce point de l'ordre du jour, le Président invite les membres qui ont d'autres questions à les poser directement aux Présidents des Commissions.

Rapports des Comités régionaux reconnus et des réunions régionales des membres (6.2)

Le Président mentionne que des rapports écrits ont été reçus des trois Comités régionaux suivants :

- Afrique de l'Ouest
- Asie de l'Ouest
- Mésio-Amérique

Les représentants des autres Comités régionaux ou ceux qui souhaitent faire rapport sur les réunions régionales des membres sont invités à prendre la parole. Personne ne prend la parole.

Discussion du Programme 2009–2012 et des mandats des Commissions ainsi que des motions en rapport et Rapport du Comité du Programme du Congrès (6.3)

M. Manfred Niekisch, président du Comité du Programme du Conseil, présente le Programme 2009–2012 en soulignant que sa préparation a été guidée par la vision et la mission de l'UICN. Le Programme contient deux objectifs qui ont été approuvés au Congrès de Bangkok :

- Atténuer la crise de l'extinction : nous sommes tous responsables de la crise de l'extinction et de l'appauvrissement grave de la diversité biologique et nous devons agir pour atténuer la perte de diversité au sein des espèces, entre les espèces et dans les écosystèmes.
- Garantir l'intégrité des écosystèmes : assurer la conservation des écosystèmes et, si nécessaire, leur restauration, et veiller à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit durable et équitable.

Le Programme identifie un ensemble de 10 résultats mondiaux au sein d'un Domaine de programme principal et de quatre Domaines de programme thématiques :

Domaine de programme principal : Conserver la biodiversité – Garantir la gestion durable et équitable de la biodiversité, du niveau local au niveau mondial.

Résultat mondial 1.1 : Les politiques relatives à la biodiversité et les systèmes de gouvernance permettent d'agir pour réaliser la conservation de la biodiversité.

Résultat mondial 1.2 : Les normes, outils et connaissances de l'UICN pour la gestion durable des ressources naturelles sont mis à disposition et des mesures sont prises en faveur de la conservation de la biodiversité, y compris la gestion efficace du patrimoine commun de ressources naturelles, mondial et régional.

Domaine de programme thématique 2 : Changer les prévisions climatiques – Intégrer les considérations et possibilités liées à la biodiversité dans les politiques et les pratiques relatives aux changements climatiques.

Résultat mondial 2.1 : Les politiques et pratiques d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements tiennent compte des préoccupations relatives à la biodiversité, du niveau local au niveau mondial.

Résultat mondial 2.2 : Des politiques et stratégies de gestion des ressources naturelles favorisant l'adaptation aux effets des changements climatiques sont adoptées et appliquées.

Domaine de programme thématique 3 : Des énergies naturelles pour demain – Mettre en œuvre des systèmes énergétiques écologiquement durables, équitables et efficaces.

Résultat mondial 3.1 : Les politiques et stratégies énergétiques atténuent les incidences de la demande croissante d'énergie sur la diversité biologique.

Résultat mondial 3.2 : Les politiques et stratégies énergétiques tiennent compte des services écosystémiques dont dépend l'énergie durable et équitable.

Domaine de programme thématique 4 : Gérer les écosystèmes dans l'optique du bien-être humain – Améliorer les moyens d'existence, réduire la pauvreté et la vulnérabilité et renforcer la sécurité humaine et environnementale par la gestion durable des ressources.

Résultat mondial 4.1 : Les politiques et les stratégies de développement aident les acteurs vulnérables et pauvres, en particulier les femmes, à gérer les écosystèmes de manière durable pour améliorer leurs moyens d'existence.

Résultat mondial 4.2 : La gestion durable de l'environnement réduit la vulnérabilité aux risques naturels et aux conflits.

Domaine de programme thématique 5 : Une économie mondiale plus « verte » – Intégrer les valeurs de conservation des écosystèmes dans la politique économique, la finance et les marchés.

Résultat mondial 5.1 : Les politiques économiques, commerciales et d'investissement tiennent mieux compte des valeurs de la biodiversité.

Résultat mondial 5.2 : Les entreprises, les associations industrielles et les groupes de consommateurs inscrivent les valeurs des écosystèmes dans la planification et l'action.

Manfred Niekisch explique que les cinq domaines de programme et dix résultats mondiaux servent de base à toutes les activités de l'UICN dans le monde entier mais que cette approche dite « Un seul Programme » ne signifie pas que tous les éléments de l'Union se consacrent aux mêmes activités. Chaque élément (par exemple, Programmes régionaux, Commissions, Programmes thématiques mondiaux) a son propre plan de travail intersessions et son ensemble d'activités qui contribuent à la réalisation du Programme global de l'UICN.

Le président du Comité du Programme du Congrès, M. Ton Boon von Ochssée, passe brièvement en revue les travaux du Groupe de travail du Programme du Conseil lors de la préparation du Congrès de Barcelone et mentionne le rôle et les activités du Comité du Programme du Congrès. Les principales fonctions sont les suivantes :

- examiner 84 motions relatives au Programme ;
- fournir des recommandations au Comité des Résolutions concernant ces motions ;
- discuter des motions avec les membres durant le Forum ;

- préparer et conduire les séances des réunions de Programme pour les membres ;
- fournir des avis sur les nouvelles motions soumises au Congrès ; et
- servir les groupes de contact.

En examinant les motions relatives au Programme et la production de recommandations pour le Comité des Résolutions, le Groupe de travail sur le Programme et le Comité du Programme ont cherché à faire en sorte que les motions ou certaines parties des motions, si elles sont adoptées, n'aient pas les résultats non voulus suivants :

- entraîner un amendement au projet de Programme ou aux projets de mandats des Commissions ;
- entraîner la duplication des efforts avec ceux d'autres processus ou organisations ; ou
- proposer des actions qui sont déjà pleinement couvertes dans le Programme, en particulier au niveau des résultats mondiaux.

Discussion et adoption des projets de Résolutions et Recommandations (6.4, 7.4, 8.9, 9.2, 10.1, 11.3, 12.1)

Au total, 106 Résolutions et 30 Recommandations ont été adoptées par le Congrès (de la 6^e à la 12^e séance incluse) comme on le voit dans le tableau résumé qui suit :

Nombre de motions examinées et adoptées à Barcelone

État des motions aux différentes étapes du processus	Nombre
Motions reçues avant le délai	156
Motions rejetées par manque d'appui suffisant	-6
Motions rejetées pour cause de redondance ou d'autres raisons	-13
Ajustement pour les motions regroupées	-12
Total des motions communiquées au Congrès	125
Motions présentées au Congrès (y compris les nouvelles motions et les motions présentées après appels acceptés)	+19
Ajustement pour regroupement	-3
Motions retirées	-3
Total de motions votées	138
Motions rejetées	-2
Total adopté : 106 Résolutions et 30 Recommandations	136

Motions regroupées, retirées ou rejetées

Sur les motions présentées pour examen au Congrès, les trois suivantes ont été regroupées pour former la motion adoptée sous la cote CGR4.MOT005 Rev.1 Renforcer les Comités régionaux et nationaux de l'UICN :

- CGR4.MOT003 Encourager la participation des membres de l'Union
- CGR4.MOT004 Désignation d'un correspondant pour les Comités régionaux et nationaux de l'UICN
- CGR4.MOT005 Renforcer les Comités régionaux et nationaux de l'UICN

Les deux motions suivantes ont été regroupées pour former la motion adoptée sous la cote CGR4.MOT075 Rev.1 Mise en œuvre de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* :

- CGR4.MOT075 Mise en œuvre de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*
- CGR4.MOT076 Approbation de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*

Les trois motions suivantes ont été retirées par leurs auteurs :

- CGR4.MOT058 Protéger les valeurs de patrimoine mondial de la péninsule du Cap York, Australie
- CGR4.MOT130 Appui au Conseiller scientifique en chef de l'UICN
- CGR4.MOT138 La crise économique mondiale actuelle et la nécessité d'une protection ininterrompue de l'environnement et des ressources naturelles

Les deux motions suivantes ont été rejetées :

- CGR4.MOT107 Dénonciation de l'accord entre l'UICN et Shell
- CGR4.MOT143 Évaluation et inscription à la bourse des services écosystémiques dans les aires naturelles protégées

Résultats des appels

À la 6^e séance, la coprésidente du Comité des Résolutions du Congrès confirme que des appels ont été introduits par la Nigerian Conservation Foundation (concernant trois motions), le Sierra Club (quatre motions), le Conseil international du droit de l'environnement (quatre motions) et la Commission internationale pour la protection des Alpes (une motion) auprès du Comité directeur du

Congrès. Tous les appels ont été résolus avec succès, en collaboration avec les auteurs et les motions concernées sont maintenant officiellement présentées pour examen par le Congrès. Il s'agit de :

- CGR4.MOT002 Coordination du Programme de l'UICN
- CGR4.MOT012 Transparence du Conseil de l'UICN
- CGR4.MOT108 Établir le Fonds *1% des bénéfices pour la Terre* et poursuivre le financement public à la conservation
- CGR4.MOT109 Guider et améliorer la coopération de l'UICN avec le secteur privé
- CGR4.MOT112 Lancer l'*Initiative de l'UICN sur la responsabilité de l'industrie extractive*
- CGR4.MOT114 Maintenir ECOLEX : le portail du droit de l'environnement
- CGR4.MOT122 Les activités militaires qui nuisent à l'environnement
- CGR4.MOT127 Établissement de Conseils consultatifs de citoyens pour les projets de grande ampleur des industries extractives
- CGR4.MOT128 Mise en œuvre des Résolutions du Congrès
- CGR4.MOT129 Pacte international sur l'environnement et le développement
- CGR4.MOT131 Le développement durable des montagnes

(Note de la rédaction : CGR.MOT112 a fait l'objet d'appels de deux membres, ce qui explique pourquoi 12 appels ont été introduits tandis qu'il n'y a que 11 motions mentionnées ci dessus.)

Déclarations officielles versées au procès-verbal par les membres

L'État membre Canada a écrit à la Directrice générale de l'UICN le 29 octobre 2008 en fournissant la déclaration suivante à verser au procès-verbal officiel de la réunion :

« Le gouvernement du Canada saisit cette occasion pour réaffirmer sa position concernant la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* dont il est question dans les motions 70 à 75 qui ont été adoptées par le Congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature, en octobre 2008. [Note de la rédaction : ces motions adoptées ont ensuite été renumérotées : Résolutions 4.048, 4.049, 4.050, 4.051, 4.052 et Recommandation 4.127]

Le Canada n'a pas pu soutenir la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones car le texte ne traite

pas correctement les préoccupations essentielles du Canada et manque d'orientations claires et pratiques pour les États.

La Déclaration n'est pas un instrument juridiquement contraignant. Elle n'a pas d'effet juridique au Canada et ses dispositions ne représentent pas le droit coutumier international.

Le Canada continuera de prendre des mesures efficaces, au niveau national et à l'étranger, pour promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones selon nos obligations et engagements actuels en matière de droits de l'homme. »

Le 11 octobre 2008, durant la 6^e séance du Congrès de Barcelone, la délégation de l'État membre États-Unis d'Amérique a versé la déclaration officielle suivante au procès-verbal : *Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN :*

« Les États-Unis se saisissent de cette occasion pour renouveler leur engagement envers l'UICN. Les États-Unis reconnaissent l'importance et la valeur de l'UICN et de ses membres dévoués, venus de tous les horizons, qui se consacrent à la protection du monde naturel. Nous transmettons nos félicitations au Secrétariat de l'UICN et à tous les membres qui ont fait de ce Forum un événement aussi riche et réussi. Cependant, notre travail de membre de l'UICN commence réellement aujourd'hui, avec l'Assemblée des membres. En notre qualité de membre de l'UICN, nous avons la responsabilité d'y participer pleinement et activement; soyez assurés que les États-Unis prennent cette responsabilité au sérieux.

Les perspectives et priorités des membres de l'UICN, en particulier des membres non gouvernementaux, telles qu'elles s'expriment dans les plus de 125 motions présentées pour examen au présent Congrès retiennent toute notre attention. Nous savons et nous avons la conviction que l'UICN, en tant qu'organisation, a une importante contribution à apporter au dialogue international sur l'environnement.

Ce processus des motions reste difficile pour nous, en tant que gouvernement. Sur la base de notre expérience, acquise à Bangkok et à Amman, nous n'avons cessé de réfléchir au meilleur moyen de participer, en tant qu'État membre, au processus des motions. Compte tenu de la haute priorité que nous accordons aux programmes de l'UICN qui contribuent de manière significative aux objectifs de conservation que nous partageons, nous avons conclu, conformément à notre approche lors des deux derniers Congrès, que nous accorderions toute notre attention aux motions qui traitent de questions relatives à l'UICN en tant qu'institution, à sa gouvernance et aux grandes questions programmatiques.

Nous apprécions vivement les efforts exceptionnels déployés par le Comité des résolutions pour réviser toutes les motions et fournir des

orientations à leur sujet ainsi que pour déterminer leur pertinence pour le projet de Programme quadriennal de l'UICN et leurs incidences financières. Nous estimons que les procédures de filtrage des motions, qui ont pour objet d'éviter le dédoublement et la répétition sont précieuses ; nous les appuyons et remercions le Comité des résolutions, en particulier son président et le Secrétariat de l'UICN pour leurs efforts. Cependant, à notre avis, certaines motions reprennent en réalité des motions précédentes et nous souhaitons demander que, lors de la préparation du prochain Congrès et de la prochaine Assemblée, une attention plus stricte soit accordée à cette question. En outre, nous demandons le déploiement d'efforts supplémentaires pour réduire le nombre des motions. Enfin, nous estimons qu'il faudrait envisager de porter les délais de soumission des motions à deux semaines avant le début de l'Assemblée pour que les membres aient suffisamment de temps pour les examiner.

Nous constatons, par ailleurs, que plusieurs motions reflètent l'opinion forte d'un petit nombre de membres sur les mesures que des États membres devraient prendre, aux niveaux national, régional ou international, pour tenter de résoudre des problèmes complexes et souvent controversés.

Nous restons persuadés qu'il existe certains types de résolutions sur lesquels, en tant que gouvernement, il ne serait pas pertinent que nous nous engagions ou que nous négocions.

Parmi elles, il y a un groupe de motions qui s'adressent essentiellement à un seul gouvernement ou à un groupe de gouvernements et qui portent sur des questions nationales, bilatérales ou régionales. Nous avons rarement assez d'informations factuelles sur ces questions et nous estimons qu'il incombe au pays, aux pays ou aux régions concernés de répondre à ces motions. En tant que gouvernement, nous ne prendrons pas position sur ces motions, sauf si elles ont des implications directes pour le gouvernement des États-Unis. Dans ce cas, il se peut que nous versions une déclaration au procès-verbal pour aider à éclaircir les questions soulevées et donner notre point de vue.

Un deuxième groupe concerne des problèmes d'envergure mondiale qui, nous en convenons, sont importants mais font l'objet d'un débat politique international permanent dans d'autres forums — par exemple les changements climatiques ou les droits de l'homme. Nous respectons l'intérêt que les membres portent à des questions d'importance mondiale et nous partageons beaucoup de ces intérêts. Toutefois, nous n'avons pas l'intention de prendre position, en tant que gouvernement, sur des questions particulières présentées dans certaines motions, ni de voter.

Nous fournirons une liste, pour les procès-verbaux, des résolutions sur lesquelles le gouvernement des États-Unis s'abstiendra de s'engager.

Nous demandons que cette déclaration soit intégralement versée au procès-verbal de ce Congrès. »

Le 21 octobre 2008, le Département d'État des États-Unis a communiqué à la Directrice générale une autre déclaration écrite contenant sa position sur chaque motion, les motions étant divisées en quatre catégories :

« L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant les motions suivantes et n'ont pas pris officiellement position sur ces motions telles qu'elles ont été adoptées pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN :

006, 007, 016, 029, 030, 032, 033, 039, 056, 057, 060, 062, 063, 064, 065, 066, 068, 069, 070, 071, 072, 073, 075, 078, 080, 082, 083, 084, 085, 086, 089, 090, 091, 094, 095, 096, 097, 098, 099, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 117, 119, 122, 123, 126, 127, 132, 134, 135, 141, 142, 144

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote des motions suivantes :

001, 005, 009, 012, 013, 017, 019, 022, 024, 025, 027, 035, 043, 044, 045, 053, 055, 092, 102, 111, 113, 114, 118, 120, 121, 124, 131, 140

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre les motions suivantes :

107, 108, 109, 110, 112, 115, 116, 128, 129, 136

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté en faveur de toutes les autres motions. »

(Note de la rédaction : Les numéros des motions énumérés dans la déclaration du gouvernement des États-Unis font référence aux numéros originaux des motions présentées au Congrès. Cette liste a été utilisée pour faire en sorte que les réserves pertinentes du gouvernement des États-Unis figuraient dans le résumé de toutes les Résolutions et Recommandations adoptées (et ultérieurement renumérotées) qui apparaissent ci-dessous.)

Liste des Résolutions et Recommandations adoptées

Ci-après se trouve une liste complète des Résolutions et Recommandations adoptées par le Congrès. Toutes les déclarations officielles que les membres ont souhaité voir figurer au procès-verbal de la réunion sont intégralement reportées à la fin de la motion concernée. Toutes

les motions ont été adoptées par vote électronique, conformément aux Règles de procédure modifiées par le Congrès à sa 3^e séance, le 6 octobre 2008. Les textes intégraux et finaux de toutes les Résolutions et Recommandations se trouvent dans le volume qui accompagne ces *Procès-verbaux*.

RÉSOLUTIONS

4.001 Renforcer les liens entre les membres, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN

(adoptée sous la cote CGR4.MOT001 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.002 Coordination du Programme de l'UICN (adoptée sous la cote CGR4.MOT002)

4.003 Renforcer les Comités nationaux et régionaux de l'UICN (adoptée sous la cote CGR4.MOT005 Rev.1)

L'État membre Suisse s'est abstenu lors du vote de cette motion. L'Office fédéral de l'environnement a fourni la déclaration suivante à verser au procès-verbal au cours de la 11^e séance plénière :

Compte tenu du nombre de motions qui ne cesse de grandir d'un Congrès à l'autre et des difficultés d'application de plusieurs motions ; notant que plusieurs interventions vont dans le sens d'une meilleure gouvernance concernant les motions, la délégation suisse recommande que le Conseil traite cette question à trois niveaux : 1. Trouver un mécanisme pour garantir que les motions soient réellement opérationnelles, qu'elles correspondent à la direction générale du Programme et aux ressources financières disponibles. 2. Améliorer le système de vote en introduisant une règle selon laquelle une motion ne peut être acceptée que si elle obtient plus de 50% des voix en sa faveur dans les deux catégories de membres (États et ONG). Les voix auxquelles nous nous référons comprennent les abstentions. 3. Établir un suivi de l'application des différentes motions régulièrement mis à jour et transparent conformément à la motion 128. [Note de la rédaction : désormais Résolution 4.010] déjà adoptée.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.004 Renforcer la présence institutionnelle de l'UICN en Amérique du Sud (adoptée sous la cote CGR4.MOT007)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.005 Intégrer l'équité et l'égalité entre les sexes dans l'Union (adoptée sous la cote CGR4.MOT008 Rev.1)

4.006 Le nom de l'UICN (adoptée sous la cote CGR4.MOT009 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.007 Modifier les régions statutaires de l'UICN (adoptée sous la cote CGR4.MOT010 Rev.2)

4.008 Introduction des collectivités territoriales dans la structure de l'Union (adoptée sous la cote CGR4.MOT011 Rev.1)

4.009 La transparence du Conseil de l'UICN (adoptée sous la cote CGR4.MOT012 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.010 Mise en œuvre des Résolutions du Congrès (adoptée sous la cote CGR4.MOT128)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

4.011 Mise au point d'un système automatisé permettant d'enregistrer les activités des membres relatives aux Résolutions et Recommandations, afin d'améliorer la présentation d'un rapport lors de chaque Congrès mondial de la nature et dans l'intervalle entre deux Congrès (adoptée sous la cote CGR4.MOT136)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

4.012 Politique et stratégie de l'UICN en matière de gestion des données et des informations relatives à la biodiversité (adoptée sous la cote CGR4.MOT015)

4.013 Utilisation durable et responsabilité (adoptée sous la cote CGR4.MOT016 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.014 Conservation de la diversité mondiale des plantes (adoptée sous la cote CGR4.MOT018 Rev.1)

4.015 Lignes directrices relatives à la recherche et au prélèvement d'espèces menacées à des fins scientifiques (adoptée sous la cote CGR4.MOT019)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.016 Mise au point de lignes directrices sur les changements climatiques à des fins d'évaluations pour inscription sur la *Liste rouge de l'UICN* (adoptée sous la cote CGR4.MOT020)

4.017 Enrayer la crise des amphibiens (adoptée sous la cote CGR4.MOT021)

4.018 Renforcer la participation des scientifiques des pays concernés à la préparation de la *Liste rouge de l'UICN* (adoptée sous la cote CGR4.MOT022)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.019 Le Congrès mondial sur les espèces (adoptée sous la cote CGR4.MOT023 Rev.1)

4.020 Seuils quantitatifs pour les catégories et critères applicables aux écosystèmes menacés (adoptée sous la cote CGR4.MOT024)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.021 Élimination de l'emploi illicite d'appâts empoisonnés comme méthode de lutte contre

les prédateurs dans l'Union européenne
(adoptée sous la cote CGR4.MOT025 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.022 Promouvoir la conservation du Dugong *Dugong dugon* pendant l'Année internationale de la biodiversité des Nations Unies en 2010
(adoptée sous la cote CGR4.MOT027 Rev.1)

L'État membre Japon et les organismes gouvernementaux du Japon ont indiqué qu'ils s'abstiendraient lors du vote de cette motion.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.023 Conservation et reconstitution des populations de phoques moines *Monachus monachus* de Méditerranée (adoptée sous la cote CGR4.MOT029 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.024 Conservation de l'habitat du lynx pardelle *Lynx pardinus* (adoptée sous la cote CGR4.MOT030)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.025 Éviter l'extinction du marsouin de Californie *Phocoena sinus* (adoptée sous la cote CGR4.MOT031 Rev.1)

4.026 Bâtir des relations de confiance dans l'intérêt de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité sur le modèle de la Charte européenne de la chasse et de la biodiversité
(adoptée sous la cote CGR4.MOT032)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.027 Interactions entre les pêches et les grands cétacés (adoptée sous la cote CGR4.MOT037 Rev.1)

L'État membre Australie a versé la déclaration suivante au procès-verbal en proposant le libellé qui a été adopté pour le paragraphe 1 du dispositif :

Il convient de dire que le groupe de contact qui a travaillé sur cette motion est parvenu au consensus quelque peu à contrecœur. Nous voulons qu'il soit bien clair que, par esprit de coopération, l'Australie n'a pas bloqué ce consensus. Toutefois l'Australie ne peut soutenir cette motion sous sa forme actuelle. Avec tout le respect dû aux membres de l'UICN, l'Australie estime qu'il importe que l'Union ait connaissance du principal point de désaccord au sein du groupe de contact. Du point de vue de l'Australie, la question importante qui fait l'objet du paragraphe 1 du dispositif de la motion 37 devrait se limiter à l'état de la science et à ce que la science a à dire sur les interactions entre deux parties de l'écosystème marin (dans ce cas le nombre de cétacés et la quantité de poissons pouvant être exploitée par les pêcheurs). L'Australie appuierait un amendement au paragraphe 1 actuel du dispositif afin de traduire cette idée avec un libellé plus précis et plus succinct. Voici notre proposition :

« CONSTATE que les grands cétacés ne jouent pas de rôle important dans la crise qui touche actuellement les pêcheries mondiales ».

Cet amendement reflète clairement un consensus sur ce que nous dit la science et, tout aussi important, évite la notion très controversée et impossible à soutenir d'un point de vue scientifique qu'une mesure de gestion telle que l'abattage des cétacés puisse être envisagée s'il y avait un lien entre le nombre de cétacés et le rendement de la pêche. L'Australie estime que cet amendement traduit clairement les débats et les résultats de l'atelier très utile sur « l'interaction entre les cétacés et la pêche » organisé durant le Forum mondial de la nature de l'UICN. L'Australie soutient la conclusion selon laquelle les grands cétacés ne sont absolument pas une menace pour les pêcheries et que demander davantage de travaux de recherche pour étudier cette question constitue un gaspillage de conclusions et d'efforts de recherche précieux.

L'Australie demande que cette déclaration soit versée au procès-verbal officiel de cette session.

L'État membre Royaume-Uni a souhaité que son nom soit joint à la déclaration versée au procès-verbal par l'Australie.

L'État membre Japon a versé la déclaration suivante au procès-verbal :

La délégation du Japon exprime ses remerciements aux auteurs de cette motion qui ont cherché à préparer un texte pouvant être adopté par consensus. Le Japon a participé de bonne foi aux travaux du groupe de contact pour cette motion et a indiqué qu'il pouvait accepter le texte convenu par le groupe de contact. Il est, à notre avis, regrettable qu'en séance plénière, le gouvernement de l'Australie ait introduit un amendement au texte convenu d'autant plus qu'il a participé au groupe de contact et n'a pas proposé ce changement à ce moment-là. C'est la raison pour laquelle le Japon a voté contre la motion modifiée.

4.028 Mesures visant à reconstituer la population de thons rouges de l'Atlantique est et de la Méditerranée (adoptée sous la cote CGR4.MOT038 Rev.1)

4.029 Conservation et utilisation durable des ressources halieutiques dans le bassin du Río de la Plata (adoptée sous la cote CGR4.MOT039)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.030 Promouvoir la transparence pour assurer une pêche durable (adoptée sous la cote CGR4.MOT042 Rev.1)

4.031 Conservation de la biodiversité marine dans les zones situées au delà des juridictions nationales (adoptée sous la cote CGR4.MOT043 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.032 Coordination du Défi 2020 pour le Pacifique (adoptée sous la cote CGR4.MOT044 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.033 Un régime juridique de l'Arctique pour la conservation (adoptée sous la cote CGR4.MOT046 Rev.1)

4.034 L'engagement de l'UICN concernant l'Antarctique et l'Océan Austral (adoptée sous la cote CGR4.MOT047 Rev.1)

4.035 Renforcer les travaux de l'UICN concernant les aires protégées (adoptée sous la cote CGR4.MOT049 Rev.1)

4.036 Lignes directrices pour de meilleures pratiques en matière de restauration écologique des aires protégées (adoptée sous la cote CGR4.MOT051)

4.037 Les aires de conservation municipales (adoptée sous la cote CGR4.MOT052)

Le California Institute for Public Affairs a fait verser au procès-verbal la remarque selon laquelle la présente Résolution, rédigée en espagnol à l'origine, fait référence à un palier de gouvernement qui, dans beaucoup de pays, se trouve à la fois au niveau urbain et au niveau rural alors qu'en anglais, le mot « municipal » fait communément référence à des paliers de gouvernement locaux essentiellement urbains.

4.038 Reconnaissance et conservation des sites naturels sacrés à l'intérieur des aires protégées (adoptée sous la cote CGR4.MOT053)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.039 Collaboration inter-Commissions sur l'utilisation durable des ressources biologiques (adoptée sous la cote CGR4.MOT054 Rev.2)

4.040 Conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique (adoptée sous la cote CGR4.MOT055)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.041 Suivi des mesures demandées par le IIe Congrès latino-américain sur les parcs nationaux et autres aires protégées (Bariloche, 2007) (adoptée sous la cote CGR4.MOT059)

4.042 Établissement d'un Parc transfrontière pour la paix entre le Honduras et le Nicaragua (adoptée sous la cote CGR4.MOT060 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.043 Durabilité environnementale et sociale de l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du Sud (IIRSA) (adoptée sous la cote CGR4.MOT064)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.044 Mesures de conservation des pampas et campos d'Amérique du Sud (adoptée sous la cote CGR4.MOT066)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.045 Accélérer les progrès d'établissement d'aires marines protégées et créer des réseaux d'aires marines protégées (adoptée sous la cote CGR4.MOT067 Rev.1)

4.046 Organisations de pêche artisanale œuvrant pour la gestion durable de la Méditerranée (adoptée sous la cote CGR4.MOT068)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.047 Donner aux communautés locales les moyens de conserver et gérer les ressources naturelles en Afrique (adoptée sous la cote CGR4.MOT069)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.048 Les peuples autochtones, les aires protégées et la mise en œuvre de l'Accord de Durban (adoptée sous la cote CGR4.MOT070 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

L'État membre Australie a versé la déclaration suivante au procès-verbal :

L'Australie n'a pas encore adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones mais a signalé son intention de l'adopter après consultation avec les organisations autochtones, d'autres collectivités australiennes et d'autres acteurs. Tout cela est conforme avec les excuses présentées par l'Australie au début de 2008 qui ont permis d'entamer de nouvelles relations avec les peuples aborigènes et insulaires du détroit de Torres reposant sur le respect, la coopération et la responsabilité mutuelle. L'Australie s'abstiendra lors du vote de cette motion et d'autres motions appelant à l'adoption de mesures en appui à la Déclaration jusqu'à ce que les consultations soient terminées.

L'État membre Canada a versé la déclaration suivante au procès-verbal :

Le gouvernement du Canada saisit cette occasion pour réaffirmer sa position concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le Canada n'a pas pu soutenir la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones car le texte ne traite pas correctement les préoccupations essentielles du Canada et manque d'orientations claires et pratiques pour les États. La Déclaration n'est pas un instrument juridiquement contraignant. Elle n'a pas d'effet juridique au Canada et ses dispositions ne représentent pas le droit coutumier international. Le Canada

continuera de prendre des mesures efficaces, au niveau national et à l'étranger, pour promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones selon nos obligations et engagements actuels en matière de droits de l'homme.

L'État membre Nouvelle-Zélande a versé la déclaration suivante au procès-verbal :

La Nouvelle-Zélande soutient totalement les principes et aspirations de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones mais celle-ci ne jouit pas d'un soutien universel. Le 13 septembre 2007, la Nouvelle-Zélande, à l'instar de plusieurs autres pays où vivent d'importantes populations autochtones a voté contre la Déclaration lors de son adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies. Certains des articles fondamentaux de la Déclaration sont foncièrement incompatibles avec les dispositions juridiques, constitutionnelles et démocratiques de la Nouvelle-Zélande. L'explication de notre vote est officielle.

Pour les raisons invoquées, la Nouvelle-Zélande ne soutiendra pas les motions contenant des références à l'adoption, l'approbation ou l'application de la Déclaration.

La Nouvelle-Zélande continuera de soutenir les efforts de promotion et de protection des droits des peuples autochtones.

L'État membre Royaume-Uni a versé la déclaration suivante au procès-verbal :

Le Royaume-Uni soutient les dispositions de la Déclaration qui reconnaît que les personnes autochtones ont droit à la protection pleine et entière de leurs droits d'être humains et de leurs libertés fondamentales au titre du droit international, à égalité avec toutes les autres personnes. Les droits de l'homme sont universels et identiques pour tous.

Nous souhaitons rappeler ici que, l'égalité et l'universalité étant les principes qui sous-tendent les droits de l'homme, nous n'acceptons pas que certains groupes de la société bénéficient de droits de l'homme qui ne sont pas accessibles à d'autres. En conséquence, à l'exception du droit à l'autodétermination (Article premier commun aux deux pactes internationaux sur les droits de l'homme), nous n'acceptons pas le concept de droits collectifs de l'homme dans le droit international. Naturellement, certains droits de l'homme individuels peuvent souvent être exercés collectivement avec d'autres. La liberté d'association, la liberté de religion ou un titre de propriété collective en sont des exemples.

Il s'agit là d'une position fort ancienne et bien établie du Royaume-Uni. Nous considérons qu'elle est importante car elle garantit que les individus appartenant à un groupe ne sont pas vulnérables ou sans protection parce qu'on laisserait les droits du groupe supplanter les

droits de l'homme individuels. Cela va sans préjudice de la reconnaissance, par le Royaume-Uni, du fait que les gouvernements de nombreux pays où vivent des peuples autochtones leur ont accordé différents droits collectifs dans leur constitution, leur législation et leurs accords nationaux. En vérité, nous saluons chaleureusement ce fait qui a permis de renforcer la position politique et économique ainsi que la protection des peuples autochtones de ces pays.

4.049 Appui aux territoires autochtones de conservation et autres aires conservées par des populations autochtones et des communautés (adoptée sous la cote CGR4.MOT071 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

Les déclarations versées au procès-verbal par les États membres Australie, Canada et Nouvelle-Zélande en ce qui concerne la Résolution 4.048 valent aussi pour la présente Résolution.

L'État membre Norvège a indiqué qu'il voterait contre cette motion.

4.050 Reconnaissance des territoires de conservation autochtones (adoptée sous la cote CGR4.MOT072 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

Les déclarations versées au procès-verbal par les États membres Australie, Canada et Nouvelle-Zélande en ce qui concerne la Résolution 4.048 valent aussi pour la présente Résolution.

4.051 Les populations autochtones et les aires protégées de la Mosquitia en Més-Amérique (adoptée sous la cote CGR4.MOT074 Rev.1)

La déclaration versée au procès-verbal par l'État membre Canada en ce qui concerne la Résolution 4.048 s'applique également à la présente Résolution.

4.052 Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
(adoptée sous la cote CGR4.MOT075 Rev.1)

Les déclarations versées au procès-verbal par les États membres Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni en ce qui concerne la Résolution 4.048 s'appliquent aussi à la présente Résolution.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.053 Les populations autochtones mobiles et la conservation de la diversité biologique (adoptée sous la cote CGR4.MOT126 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.054 L'Initiative Yasuni-ITT (adoptée sous la cote CGR4.MOT142)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.055 Intégrer la culture et la diversité culturelle dans la politique et le Programme de l'UICN
(adoptée sous la cote CGR4.MOT077)

4.056 Stratégies de conservation fondées sur les droits (adoptée sous la cote CGR4.MOT078 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration

générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.057 Conservation des ressources côtières du Pakistan pour les générations futures (adoptée sous la cote CGR4.MOT080)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.058 Conservation de la nature et réduction de la pauvreté (adoptée sous la cote CGR4.MOT081 Rev.1)

4.059 Promouvoir une utilisation des terres fondée sur la faune sauvage dans les régions arides et semi-arides d'Afrique australe (adoptée sous la cote CGR4.MOT082)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.060 L'Initiative de la ceinture verte européenne
(adoptée sous la cote CGR4.MOT083 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.061 Le Grand corridor de connectivité écologique : Monts cantabriques – Pyrénées – Massif central – Alpes occidentales (adoptée sous la cote CGR4.MOT086)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été

adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.062 Améliorer les réseaux écologiques et les aires de conservation assurant la connectivité (adoptée sous la cote CGR4.MOT087 Rev.1)

4.063 La nouvelle culture de l'eau – La gestion intégrée des ressources en eau (adoptée sous la cote CGR4.MOT088 Rev.1)

4.064 Gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée – la Convention de Barcelone (adoptée sous la cote CGR4.MOT089)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.065 La conservation de la biodiversité des eaux douces, les aires protégées et la gestion des eaux transfrontières (adoptée sous la cote CGR4.MOT092 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.066 Amélioration de la gouvernance de la mer Méditerranée (adoptée sous la cote CGR4.MOT144)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.067 Promouvoir la conservation et les moyens d'existence durables dans les régions insulaires (adoptée sous la cote CGR4.MOT093 Rev.1)

4.068 Réduction d'émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD) (adoptée sous la cote CGR4.MOT094 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.069 La conservation des mangroves en Més-Amérique (adoptée sous la cote CGR4.MOT096)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.070 Le développement durable des montagnes (adoptée sous la cote CGR4.MOT131)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.071 Restauration après incendie et protection des parcs nationaux (adoptée sous la cote CGR4.MOT132)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.072 Aires protégées et gestion responsable de la nature (adoptée sous la cote CGR4.MOT133)

4.073 Encourager le développement d'une vision écologique pour le biome de l'Amazonie (adoptée sous la cote CGR4.MOT134)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.074 Les changements climatiques et la surexploitation des ressources naturelles dans le Programme de l'UICN (adoptée sous la cote CGR4.MOT097)

L'État membre Nouvelle-Zélande a indiqué qu'il n'était pas en mesure de soutenir cette motion.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.075 Objectifs d'atténuation des changements climatiques et actions pour la conservation de la biodiversité (adoptée sous la cote CGR4.MOT098 Rev.1)

Les États membres Australie, Japon et Nouvelle-Zélande ont indiqué ne pas être en mesure de soutenir cette motion.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.076 Conservation de la biodiversité, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements (adoptée sous la cote CGR4.MOT099 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.077 Les changements climatiques et les droits de l'homme (adoptée sous la cote CGR4.MOT100 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris

officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.078 Appel à l'action pour faire face aux changements environnementaux mondiaux (adoptée sous la cote CGR4.MOT101 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.079 L'Union européenne et l'outre-mer face aux changements climatiques et à la perte de biodiversité (adoptée sous la cote CGR4.MOT135)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.080 Action pour renforcer la résilience des récifs coralliens, des écosystèmes marins et des populations qui en dépendent et pour les aider à s'adapter aux changements climatiques (adoptée sous la cote CGR4.MOT137)

4.081 L'accès équitable à l'énergie (adoptée sous la cote CGR4.MOT102)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.082 L'énergie durable à base de biomasse (adoptée sous la cote CGR4.MOT104 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.083 La production d'agrocarburants industriels (adoptée sous la cote CGR4.MOT105 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.084 Prospection et exploitation minières dans les aires protégées andines et à proximité (adoptée sous la cote CGR4.MOT106 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.085 Établir le Fonds 1% des bénéfices pour la Terre et poursuivre le financement public à la conservation (adoptée sous la cote CGR4.MOT108 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

4.086 Guider et améliorer la coopération de l'UICN avec le secteur privé (adoptée sous la cote CGR4.MOT109 Rev.1)

L'État membre Inde a indiqué qu'il voterait contre cette motion.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion. Le Département d'État des États-Unis a fourni la déclaration suivante à verser au procès-verbal durant la 9^e séance plénière lorsque le texte original de cette motion a été discuté :

De l'expérience des États-Unis, un engagement constructif du secteur privé, de l'industrie et des entreprises est extrêmement précieux. Nous soutenons une transparence accrue et une évaluation des accords avec les entreprises et le secteur privé qui fonctionnent dans le domaine de l'extraction des ressources naturelles mais pas l'évaluation des performances générales d'une entreprise à moins qu'il y ait des accords spécifiques avec celle-ci. Rendre obligatoire

une évaluation de la performance générale d'un seul secteur de membres de l'UICN n'est pas justifié et pourrait affaiblir une des branches de la triple hélice.

4.087 Incidence des infrastructures et des industries extractives sur les aires protégées (adoptée sous la cote CGR4.MOT111 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.088 Lancer l'Initiative de l'UICN sur la responsabilité de l'industrie extractive (adoptée sous la cote CGR4.MOT112 Rev)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

4.089 Établissement de Conseils consultatifs de citoyens pour les projets de grande ampleur des industries extractives (adoptée sous la cote CGR4.MOT127)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.090 Prospection et exploitation minières des métaux à ciel ouvert en Més-Amérique (adoptée sous la cote CGR4.MOT141)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.091 L'évaluation environnementale stratégique des politiques, plans et programmes publics comme instrument de conservation de la biodiversité (adoptée sous la cote CGR4.MOT113)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.092 Maintenir ECOLEX : le portail du droit de l'environnement (adoptée sous la cote CGR4.MOT114 Rev)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.093 Aspects juridiques de l'utilisation durable des sols (adoptée sous la cote CGR4.MOT115)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

4.094 Impulsion et soutien aux politiques locales et régionales de conservation de la diversité biologique (adoptée sous la cote CGR4.MOT116)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

4.095 La Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (adoptée sous la cote CGR4.MOT117)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.096 L'Académie internationale du droit de l'environnement (adoptée sous la cote CGR4.MOT118)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.097 Responsabilité et mécanismes de compensation en cas de crimes contre l'environnement commis en temps de conflits armés (adoptée sous la cote CGR4.MOT119)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.098 Partenariats intergénérationnels : encourager un leadership éthique en faveur d'un monde juste, durable et pacifique (adoptée sous la cote CGR4.MOT120)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.099 Reconnaissance de la diversité des concepts et valeurs de la nature (adoptée sous la cote CGR4.MOT121)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.100 Les activités militaires qui nuisent à l'environnement (adoptée sous la cote CGR4.MOT122 Rev.2)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.101 Pacte international sur l'environnement et le développement (adoptée sous la cote CGR4.MOT129)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

4.102 Faire progresser la gestion des connaissances dans le domaine de la conservation (adoptée sous la cote CGR4.MOT013)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.103 Reconnaissance des outils pédagogiques sur l'environnement en langue espagnole (adoptée sous la cote CGR4.MOT123)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été

adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

- 4.104 Le Réseau mondial d'apprentissage pour la conservation : prochaines étapes** (adoptée sous la cote CGR4.MOT124)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

- 4.105 Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) à la conservation** (adoptée sous la cote CGR4.MOT125 Rev.1)

- 4.106 Vote de remerciements au pays hôte** (adoptée sous la cote CGR4.MOT139)

RECOMMANDATIONS

- 4.107 Coopération entre les membres et les Comités d'Amérique latine et de la région méditerranéenne** (adoptée sous la cote CGR4.MOT006)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

- 4.108 Accès libre aux données et informations sur la diversité biologique** (adoptée sous la cote CGR4.MOT014)

- 4.109 Programmes de financement pour de petits projets de la société civile en faveur de la conservation de la diversité biologique mondiale** (adoptée sous la cote CGR4.MOT017)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

- 4.110 Contrôler le commerce de grues africaines capturées dans la nature** (adoptée sous la cote CGR4.MOT026)

- 4.111 Conservation des tortues luth *Dermochelys coriacea* et des requins-marteaux *Sphyrna***

spp. dans le corridor marin du Pacifique oriental tropical (adoptée sous la cote CGR4.MOT028 Rev.1)

- 4.112 Un plan d'action efficace de l'Union européenne pour les requins** (adoptée sous la cote CGR4.MOT033 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

- 4.113 Conservation des requins migrateurs et océaniques** (adoptée sous la cote CGR4.MOT034 Rev.1)

- 4.114 Politique mondiale contre l'ablation des ailerons de requins** (adoptée sous la cote CGR4.MOT035 Rev.1)

Les États membres Australie, Espagne et Japon ont fait savoir qu'ils s'abstiendraient lors du vote de cette motion.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion. Le Département d'État des États-Unis a versé la déclaration suivante au procès-verbal :

Les États-Unis soutiennent les efforts efficaces et résolus de conservation et de gestion des populations de requins, notamment en interdisant la pratique de l'ablation des ailerons. Nous soutenons les objectifs généraux de cette motion. Au niveau national, dans les pêcheries de l'Atlantique et du golfe du Mexique, les États-Unis exigent que les requins soient débarqués avec les ailerons naturellement fixés à la carcasse et prévoient d'étudier si cette exigence se justifierait aussi pour les pêcheries du Pacifique. Conformément aux instructions données dans la résolution (62/177) de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la viabilité des pêches, nous invitons vivement les gouvernements à prendre des mesures immédiates pour améliorer le respect des interdictions portant sur l'ablation des ailerons de requins et, le cas échéant, à envisager d'exiger que les requins soient débarqués avec leurs ailerons naturellement fixés.

- 4.115 Utilisation non létale des cétacés** (adoptée sous la cote CGR4.MOT036 Rev.1)

Le Pew Charitable Trust a versé au procès verbal ses remerciements à tous les participants aux deux séances du

groupe de contact qui a travaillé sur cette motion et exprimé tout particulièrement sa gratitude aux délégations de la Norvège et du Japon pour leurs contributions très constructives.

4.116 Gestion des pêches par les organisations régionales de gestion des pêches (RFMO) (adoptée sous la cote CGR4.MOT040 Rev.1)

4.117 Responsabilité de l'État du pavillon concernant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (Pêche IUU) (adoptée sous la cote CGR4.MOT041 Rev.1)

4.118 L'Antarctique et l'Océan Austral (adoptée sous la cote CGR4.MOT045 Rev.1)

L'État membre Japon a versé la déclaration suivante au procès-verbal :

Comme indiqué en plénière, lorsque cette motion a été présentée pour la première fois, ce texte contient plusieurs erreurs, des informations fausses et trompeuses et des descriptions inutiles. Le retrait de cette motion a donc été recommandé.

Un des auteurs a mentionné la distribution d'un texte modifié mais ce texte n'a été distribué que ce matin. Par ailleurs, vous avez mentionné la réunion d'un groupe de contact organisé, différent de ceux qui ont traité d'autres motions mais ce groupe n'a pas été clairement formé pour que les membres puissent corriger les erreurs et supprimer les descriptions inutiles, ce qui aurait permis de rectifier la situation.

Compte tenu qu'il est extrêmement difficile à cette étape tardive de traiter convenablement cette question importante, je m'adresse aux auteurs, par l'intermédiaire du président, pour leur demander sincèrement d'envisager sérieusement de retirer cette motion.

L'État membre Norvège a indiqué qu'il voterait contre la motion pour les mêmes raisons que le Japon.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.119 Protection des gardes dans les aires protégées et les zones adjacentes aux aires protégées (adoptée sous la cote CGR4.MOT048)

4.120 Mesures pour assurer l'efficacité des programmes de gestion des aires protégées et de la diversité biologique (adoptée sous la cote CGR4.MOT050)

4.121 Accroître le rythme et l'ampleur de la conservation du biome méditerranéen (adoptée sous la cote CGR4.MOT056)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.122 Proposition d'inscription du récif de Ningaloo sur la Liste du patrimoine mondial (adoptée sous la cote CGR4.MOT057)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.123 Promouvoir les aires protégées des Catégories V et VI pour la conservation de la diversité biologique (adoptée sous la cote CGR4.MOT061)

4.124 Conservation des forêts en Tasmanie (adoptée sous la cote CGR4.MOT062 Rev.2)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.125 Protection des tourbières de la Terre de Feu, Argentine (adoptée sous la cote CGR4.MOT063)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.126 Protection de la Patagonie chilienne (adoptée sous la cote CGR4.MOT065 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.127 Les droits des populations autochtones en matière de gestion des aires protégées situées intégralement ou partiellement sur leur territoire (adoptée sous la cote CGR4.MOT073 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

Les déclarations versées au procès-verbal par les États membres Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni en ce qui concerne la Résolution 4.048 s'appliquent également à cette Recommandation.

4.128 Établir des réseaux d'aires protégées naturelles urbaines et périurbaines (adoptée sous la cote CGR4.MOT140)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis se sont abstenus lors du vote de cette motion.

4.129 Renforcement de la gestion intégrée des zones côtières (adoptée sous la cote CGR4.MOT079)

4.130 Renforcer le réseau Natura 2000 (adoptée sous la cote CGR4.MOT084 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.131 Conservation de la péninsule Ibérique continentale (adoptée sous la cote CGR4.MOT085)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.132 Conservation de l'Èbre (adoptée sous la cote CGR4.MOT090)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.133 Appel mondial pour éviter la disparition de la lagune de Chapala et du lac Cocibolca, les plus vastes zones humides de Mésio-Amérique (adoptée sous la cote CGR4.MOT091)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.134 Réagir à la déforestation et à la dégradation des sols liées aux changements climatiques et à la désertification (adoptée sous la cote CGR4.MOT095)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.135 Impact sur l'environnement de la production d'énergie éolienne dans les régions de montagne d'Espagne et du Portugal (adoptée sous la cote CGR4.MOT103 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis n'ont pas participé aux délibérations

concernant cette motion et n'ont pas pris officiellement position sur cette motion telle qu'elle a été adoptée pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

4.136 La diversité biologique, les aires protégées, les populations autochtones et les activités minières (adoptée sous la cote CGR4.MOT110 Rev.1)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux des États-Unis ont voté contre cette motion.

Élection du Président, du Trésorier, des Conseillers régionaux et des Présidents des Commissions (7.2, 8.2)

7^e séance

Le Président confirme que le scrutin est ouvert à 14.30, le samedi 11 octobre et sera clôturé à 19.30 le même jour. Les urnes sont placées de part et d'autre du podium, dans la salle des plénières.

8^e séance

M. Antonio Machado, Responsable des élections, commence par remercier l'équipe du Secrétariat dont le travail a permis un décompte précis des voix.

Le Congrès remercie chaleureusement l'équipe des élections pour son travail.

M. Machado annonce les résultats suivants concernant les suffrages exprimés :

- Total des suffrages valides exprimés : catégorie gouvernementale 3312 ; catégorie ONG 9568
- Total des suffrages exprimés non valides : catégorie gouvernementale 8 ; catégorie ONG 117
- Total des bulletins blancs : catégorie gouvernementale 40 ; catégorie ONG 251
- Total de paquets de bulletins utilisés : catégorie gouvernementale 210 ; catégorie ONG 621

En d'autres termes, cela signifie que 621 des 650 ONG membres accréditées ont voté et que la totalité des 210 membres gouvernementaux accrédités a voté.

Les personnes suivantes sont élues :

Conseillers régionaux pour l'Afrique

Yolan Friedman, Afrique du Sud
Brahim Haddane, Maroc
Hillary Masundire, Zimbabwe

Conseillers régionaux pour la Mésio-Amérique et l'Amérique du Sud

Cláudio Maretti, Brésil
Miguel Pellerano, Argentine
Zuleika S. Pinzón, Panama

Conseillers régionaux pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes

George Greene, Canada
Russ Mittermeier, États-Unis d'Amérique
Spencer Linus Thomas, Grenade

Conseillers régionaux pour l'Asie du Sud et de l'Est

Arzu Rana Deuba, Népal
Hiroharu Koike, Japon
Mahfuz Ullah, Bangladesh

Conseillers régionaux pour l'Océanie

Lionel Gibson, Fidji
Brendan Mackey, Australie
Diana Shand, Nouvelle-Zélande

Conseillers régionaux pour l'Asie de l'Ouest

Ali Darwish, Liban
Javed Jabbar, Pakistan
Mohammad Shahbaz, Jordanie

Conseillers régionaux pour l'Europe de l'Est, l'Asie du Nord et l'Asie centrale

Amirkhan Amirkhanov, Fédération de Russie
Vilmos Kiszal, Hongrie
Kalev Sepp, Estonie

Conseillers régionaux pour l'Europe de l'Ouest

Hans de Iongh, Pays-Bas
Christophe Lefebvre, France
Marina von Weissenberg, Finlande

Président de la Commission de l'éducation et de la communication

Keith Wheeler, États-Unis d'Amérique

**Présidente de la Commission des politiques
environnementales, économiques et sociales**

Aroha Mead, Nouvelle-Zélande

**Président de la Commission mondiale des aires
protégées**

Nikita Lopoukhine, Canada

**Président de la Commission de la sauvegarde
des espèces**

Simon Stuart, Royaume-Uni

**Présidente de la Commission du droit de
l'environnement**

Sheila Abed, Paraguay

**Président de la Commission de la gestion des
écosystèmes**

Piet Wit, Pays-Bas

Trésorier

Kurt Ramin

Président

Ashok Khosla

Le Congrès accueille les résultats des élections par acclamation.

Le Président invite Ashok Khosla, Président élu, à se rendre sur le podium.

Ashok Khosla exprime ses remerciements à tous ceux qui ont voté pour lui et à ses collègues candidats ; cette élection a été magnifique. Il exprime une grande fierté à « se tenir sur les épaules des géants : ceux qui ont construit l'Union depuis 60 ans et en particulier le dernier Président et le Conseil ». Le Président élu et le nouveau Conseil s'efforceront de faire franchir une nouvelle étape à l'UICN.

Le Président remercie M. Antonio Machado pour le travail qu'il a accompli dans son rôle de Responsable des élections et invite les membres à manifester leur satisfaction.

**Remise de la médaille du Mémorial John C.
Phillips et de la médaille Harold Jefferson
Coolidge, des certificats de membres
d'honneur et des prix des Commissions (7.3)**

a) Médaille du Mémorial John C. Phillips

Le Président rappelle que la médaille du Mémorial John C. Phillips a été remise à chaque Assemblée générale de l'UICN et à chaque Congrès de l'UICN depuis 1963 et qu'il s'agit de la plus haute distinction conférée par l'Union qui couronne ainsi des services distingués à la conservation internationale de la nature. Il est heureux de remettre le prix, au nom du Conseil de l'UICN, à M. José Aristeo Sarukhán Kermez en reconnaissance d'une carrière scientifique distinguée dédiée à l'avancement des connaissances sur la biodiversité et à la promotion de l'importance de sa conservation aux niveaux national, régional et international.

En acceptant la médaille John C. Phillips, M. Sarukhán remercie l'UICN et exprime son vœu de partager le prix avec la communauté scientifique mexicaine. Il est fier de rejoindre la liste de lauréats distingués qui ont reçu le prix, en particulier M. Enrique Beltrán du Mexique, en 1966 et Edward O. Wilson. Il déclare : « Ce sera pour moi une motivation à poursuivre mon travail pour l'avenir et pour une meilleure planète – une planète juste et équitable pour tous. »

b) La médaille Harold Jefferson Coolidge

Le Président rappelle que la médaille Harold Jefferson Coolidge a été établie par la Résolution 3.024 du Congrès de Bangkok en l'honneur de celui qui fut Président de l'UICN de 1966 à 1972. Il demande à M. Lee Talbot, pionnier du mouvement de la conservation et également ancien Directeur général de l'UICN, de remettre la médaille.

M. Talbot exprime son plaisir de remettre la première médaille Harold Jefferson Coolidge, d'autant plus que c'est ce même Harold Coolidge qui lui a ouvert la porte de l'UICN, il y a 55 ans. M. Coolidge était un éminent taxonomiste et biologiste qui s'est taillé la réputation de « père de l'UICN ». En outre, M. Coolidge a été l'architecte de la structure des Commissions de l'UICN et a exercé plus d'influence sur l'évolution de l'UICN que toute autre personne. Les spécialistes de la conservation tendaient à oublier qu'ils construisaient sur les travaux de leurs prédécesseurs. Avec la création de cette médaille, le rôle

et les réalisations de M. Coolidge pour l'UICN ne tomberont pas dans l'oubli. M. Talbot annonce que la première médaille Harold Jefferson Coolidge est attribuée à M. Robert Goodland en reconnaissance de ses initiatives exceptionnelles en faveur de la conservation au niveau international et pour avoir inspiré, encouragé et soutenu de nombreuses personnes, en particulier des jeunes gens, les aidant à faire carrière dans le domaine de la conservation.

En acceptant la médaille, M. Goodland déclare qu'il est particulièrement heureux de voir que l'UICN prend les changements climatiques aussi au sérieux. Toutefois, le monde en général se concentre trop sur le charbon et le transport qui contribuent relativement peu aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour qu'ils cèdent la place à des solutions plus durables. Comme l'ont reconnu le Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et lauréat du prix Nobel de la paix, Rajendra Pachauri, et le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Yvo de Boer, si l'on cessait de manger des produits animaux, la différence serait nette, en quelques semaines ou quelques mois, pour un très faible coût.

c) Membres d'honneur

Le Président annonce que la qualité de membre d'honneur est conférée à M. Larry Hamilton en reconnaissance de ses services exceptionnels à la conservation de la nature et des ressources naturelles. Il invite M. Graeme Worboys, Vice-président de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN pour le biome des montagnes à recevoir le prix au nom de M. Hamilton et à lire la déclaration suivante, en son nom :

« Se voir attribuer le titre de membre d'honneur de l'UICN est à la fois une expérience très heureuse et une leçon d'humilité. J'ai conscience de la nature prestigieuse de l'honneur qui m'est fait tandis que je rejoins la galerie de personnalités éminentes de l'UICN qui l'ont reçu avant moi. Étant d'un certain âge, je peux me souvenir de l'époque où ces grands leaders étaient actifs à l'UICN. L'UICN a été un vecteur majeur pour l'expression de ma passion pour la conservation internationale, en d'autres termes à travers la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN. Le but de l'UICN est admirable et je suis fier d'y avoir joué un petit rôle. En acceptant cet honneur, je souhaite le partager avec tous les autres bénévoles extraordinaires de la famille de l'UICN qui travaillent avec passion et dévouement au service de la nature. »

d) Prix des Commissions

La Directrice générale présente les prix des Commissions 2008, comme suit :

Commission de l'éducation et de la communication (CEC)

Frits Hesselink reçoit le prix du leadership distingué du Président de la CEC en reconnaissance de son engagement de longue date envers la Commission et de sa passion pour un leadership fondé sur l'apprentissage.

Katalin Czippan reçoit la médaille Brandwein, attribuée conjointement par le Paul F Brandwein Institute et la CEC, en reconnaissance de son engagement de toute une vie envers l'éducation des enfants à la nature.

Commission de la sauvegarde des espèces (CSE)

Le prix Sir Peter Scott pour le mérite en matière de conservation est remis par la CSE à :

- Mick Clout, en reconnaissance des efforts qu'il déploie sans relâche et avec succès pour porter les problèmes causés par les espèces exotiques envahissantes à l'avant-garde des travaux de l'UICN et pour le dévouement avec lequel il dirige, depuis 15 ans, le Groupe CSE de spécialistes des espèces envahissantes ;
- Christoph Imboden, en reconnaissance de son engagement de longue date envers la CSE et de sa contribution sans égale à sa vision, à sa pensée et à sa planification stratégique ; et
- Russ Mittermeier, en reconnaissance de sa contribution de longue date à la conservation des espèces de la planète, pour son leadership du Groupe CSE de spécialistes des primates et le dévouement qu'il manifeste à la CSE depuis plus de trois décennies.

Commission mondiale des aires protégées (CMAP)

Le Président de la CMAP, Nik Lopoukhine, annonce que le lauréat du prix Kenton Miller 2008 pour l'innovation dans le domaine des parcs nationaux et de la durabilité des aires protégées est M. Marc Hockings. Malheureusement, M. Hockings n'a pu être présent de sorte qu'un film bref est projeté présentant ses réalisations pour l'élaboration du manuel de la CMAP en vue d'évaluer la gestion des aires protégées en tant qu'outil de conservation pratique et efficace.

Commission du droit de l'environnement (CDDE)

La Directrice générale remet le prix Wolfgang E. Burhenne pour le droit de l'environnement à M. Parvez Hassan en reconnaissance de son engagement de chaque jour envers la conservation de la nature et l'élaboration du droit et des politiques de l'environnement ainsi que pour ses efforts multiples déployés au nom de la CDDE depuis des années.

Résultats du Forum mondial de la nature de l'UICN, 2008 (8.3)

Un rapport résumant la grande diversité des événements qui ont eu lieu dans le cadre du Forum, du 6 au 9 octobre, est présenté par le Conseiller scientifique en chef de l'UICN, M. Jeffrey McNeely. Le texte intégral de la présentation de M. McNeely se trouve en Annexe 1.

Le Président remercie et félicite M. McNeely par ces mots : « grâce à vous, nous sommes fiers de toute cette information rassemblée ». Il rappelle que Jeff McNeely, qui vient d'annoncer sa prochaine retraite du Secrétariat, travaille pour l'UICN depuis 32 ans à différents titres et en tant que Conseiller scientifique en chef depuis 1996, ajoutant « Lorsqu'un homme de sa stature déclare que c'est le meilleur Forum jamais organisé par l'UICN, cela signifie quelque chose. Veuillez vous joindre à moi pour le remercier des services qu'il a rendus à l'UICN. » Le Congrès manifeste sa satisfaction par des applaudissements chaleureux.

Rapport de la Directrice générale et du Trésorier sur les finances de l'UICN dans la période intersessions 2004–2008 (8.4)

À la demande du Président, M. Javed Jabbar, Conseiller régional pour l'Asie de l'Ouest, préside la discussion concernant les points 8.4 à 8.7 de l'ordre du jour qui traitent des questions financières.

La Directrice générale accueille le Trésorier de l'UICN, M. Sven Sandström, qui présente son rapport basé sur le document du Congrès CGR/2008/16 rev. *Finances de l'UICN dans la période intersessions 2004–2007*. M. Sandström note que depuis quatre ans des efforts ont été faits pour :

- renforcer et appliquer les politiques et procédures financières élaborées durant la période intersessions 2000–2004 ;

- renforcer des meilleures pratiques financières et opérationnelles à l'échelle du Secrétariat ; et
- renforcer l'accent mis sur les défis stratégiques.

Gouvernance et gestion des risques

Un Service de surveillance a été établi en 2007, un système de contrôle interne a été appliqué pour garantir la conformité avec les normes internationales et des politiques pour un Code de conduite et des mesures anti-fraude ont été mises au point et appliquées. Les travaux ont commencé en vue d'améliorer les systèmes de gestion de l'information.

Budget et prévisions

Un Comité de surveillance des finances et du budget a été établi et le Conseil a été mieux informé des risques inhérents au budget annuel présenté pour son approbation. Des mesures ont été prises pour améliorer les liens entre les objectifs du Programme et les budgets pour garantir une attribution plus efficace des ressources.

Gestion des liquidités

Grâce à la gestion centralisée des liquidités, on note une amélioration de celles-ci et des travaux sont en cours pour garantir que l'UICN n'utilise qu'une seule banque dans le monde entier afin de réduire le morcellement et les risques. Des mesures ont également été prises pour obtenir un meilleur rendement des liquidités.

Résultats financiers

Ceux-ci sont conformes au Plan financier 2005–2008 approuvé par le Congrès de Bangkok. Le revenu global a augmenté. Les fonds affectés versés par les donateurs représentent environ 70% du revenu total tandis que le revenu central (les fonds non affectés des accords-cadres avec des donateurs et issus des cotisations des membres) forme les 30% restants. Le but est d'obtenir une proportion beaucoup plus élevée de fonds non affectés.

Les sources des revenus provenant de donateurs ont été considérablement diversifiées ce qui réduit le risque pour l'UICN et démontre simultanément un large soutien pour les activités de l'Union. En 1996, cinq donateurs assuraient 80% du revenu de l'UICN tandis qu'en 2007, 16 donateurs assurent 72% du revenu. Un seul donateur à long terme de l'UICN – les Pays-Bas – a versé à lui seul 46% du revenu des donateurs en 1996 tandis que cette proportion est tombée à 14% en 2007.

Les cotisations des membres s'élèvent à environ CHF 10 millions par an. Or, il faut actuellement deux ans à l'UICN pour collecter 90% des contributions. Le principal défi consiste, en conséquence, à accélérer les paiements.

Une étude des dépenses par centre de coûts montre que les frais généraux sont faibles (12% en 2007) et qu'ils ont diminué avec les années (depuis un montant de 16% en 1999).

L'état des liquidités est sain et s'est amélioré ces dernières années. La proportion des réserves par rapport aux dépenses a doublé depuis 2000, représentant 15% des dépenses annuelles, soit CHF 18 millions en 2007. La principale difficulté consiste à examiner de plus près le niveau des réserves requises pour atténuer les risques et porter la stabilité à son maximum. L'UICN n'a pas subi de contrecoup défavorable de la crise financière mondiale actuelle, essentiellement grâce à une politique d'investissement plutôt prudente. Pas plus de 35% des liquidités ont été investies dans des actions et depuis le début de 2008, aucun fonds de l'UICN n'est bloqué en actions.

Le Fonds UICN (dont l'utilisation est extrêmement restreinte) se situe à environ CHF 7 millions tandis que les Fonds d'urgence du Secrétariat et les réserves des centres de coûts (dont l'utilisation est moins restreinte) s'élèvent à environ CHF 10 millions. La chute brutale du Fonds d'urgence de 2004 à 2005 est due à une projection de revenu beaucoup trop optimiste et l'écart financier a dû être couvert par les réserves ; ce fut une bonne leçon.

Les défis futurs comprennent :

- augmenter le revenu non affecté pour soutenir un Programme en croissance et permettre à l'UICN de remplir sa mission ;
- augmenter les revenus centraux (non affectés) par rapport au revenu total ;
- augmenter les réserves financières ;
- améliorer la gestion des devises afin de réduire les écarts et l'impact des fluctuations des taux de change ; et
- améliorer la technologie de l'information et les systèmes de gestion de l'information.

En conclusion, M. Sandström déclare qu'à son avis, les finances de l'UICN sont en très bon état et il remercie Mme Lynn Holowesko, Présidente du Comité des finances et des audits du Conseil, le Président et la Directrice générale ainsi que l'ensemble de l'équipe du Secrétariat. Il souhaite bonne chance à son successeur, M. Kurt Ramin.

Le Président remercie le Trésorier pour son rôle très compétent à la tête des finances de l'Union et invite la Directrice générale à présenter le Plan financier pour la prochaine période intersessions.

Présentation du Plan financier pour la nouvelle période intersessions 2009–2012 (8.5)

L'exposé de la Directrice générale s'appuie sur le document du Congrès CGR/2008/17 *Plan financier pour la période de 2009 à 2012*. En bref, elle note que le Plan financier :

- soutient le Programme de l'UICN 2009–2012 ;
- tient compte de la recommandation de l'Évaluation indépendante de 2007 ;
- s'appuie sur un modèle de financement et de budget qui devrait permettre une attribution plus efficace des ressources ;
- souligne la nécessité de continuer de construire les réserves de l'UICN et d'atténuer l'exposition au risque financier ; et
- tient compte des tendances observées dans la période intersessions 2005–2008.

Revenu

Le revenu central est ce qui permet à l'UICN de jouer son rôle d'Union, de réseau, de « triple hélice ». Le Plan financier est basé sur une croissance prévue du revenu central de CHF 47 millions en 2009 à CHF 55,3 millions en 2012. Le revenu total devrait passer de CHF 131,8 millions en 2009 à CHF 153,6 millions d'ici à 2012. Pour atteindre ces objectifs, plusieurs initiatives ambitieuses sont en gestation. Il y a notamment la conclusion d'un plus grand nombre d'accords-cadres, en s'intéressant davantage aux sociétés philanthropiques privées et en augmentant encore le nombre de membres, en particulier (d'un point de vue financier) le nombre d'États membres avec un objectif minimal de deux nouveaux États membres par an. Le revenu provenant des cotisations des membres devrait croître de 3% l'an.

La Directrice générale rappelle que les cotisations des membres sont exclusivement consacrées à l'appui aux membres. Dans le cadre des procédures de budgétisation révisées, des efforts sont déployés pour faire en sorte que les bureaux, dans les régions, reçoivent un revenu non affecté supérieur issu des cotisations des membres afin de pouvoir fournir un meilleur soutien institutionnel.

Les accords-cadres ont considérablement renforcé la capacité de l'UICN d'exécuter son Programme et ont permis la décentralisation, l'innovation ainsi que des améliorations aux réseaux scientifiques et politiques. L'UICN a conclu 10 accords-cadres avec des donateurs et se fixe l'objectif de trois nouveaux accords-cadres par an durant la prochaine période intersessions. Par définition, un accord-cadre fournit au minimum CHF 1 million par an pour une période de quatre ans.

Dépenses

Durant la période intersessions 2009–2012 dans son ensemble, 79% des dépenses seront consacrées à l'exécution des résultats du Programme et 21% à l'exécution des résultats opérationnels. Soixante pour cent des dépenses iront aux programmes régionaux, 21% aux programmes thématiques mondiaux et 19% à d'autres unités mondiales.

Défis posés par l'application et contexte institutionnel

Les défis d'application du Plan financier qui doivent être gérés comprennent :

- d'éventuels changements d'intérêt de la part des principaux donateurs ;
- les besoins pressants d'améliorer les systèmes de gestion de l'information financière de l'Union ;
- les fluctuations des taux de change ; et
- le climat financier/politique général.

Le Plan financier sera appliqué dans le contexte du Processus de gestion du développement et du changement institutionnel de l'Union qui cherche à obtenir une amélioration des synergies entre le Secrétariat, les Commissions et les membres ; à renforcer la participation des membres au Programme ; à développer le rôle d'acteur influent de l'UICN aux niveaux mondial et local ; à améliorer les systèmes de gestion des connaissances ; à appliquer les recommandations des études et enquêtes ; et à faire en sorte que l'UICN devienne réellement internationale et multiculturelle mais aussi équilibrée du point de vue de l'âge et des sexes.

Le Président remercie la Directrice générale pour son exposé et note que le Plan financier sera présenté pour adoption au Congrès à la 11^e séance, le 14 octobre. Il donne ensuite la parole aux participants pour des questions et commentaires, soit sur le rapport du Trésorier, soit sur l'exposé de la Directrice générale.

En réponse à des préoccupations soulevées par Inuit Tapiriit Manatami (Canada) concernant la fermeture du Bureau de l'UICN à Montréal, la Directrice générale souligne que le Secrétariat cherche à réduire les frais administratifs dans toute la mesure du possible et n'a, en fait, de bureau dans aucun des pays ayant signé des accords-cadres. Il a été décidé que l'UICN peut travailler au Canada directement par l'intermédiaire de ses membres plutôt que par l'intermédiaire de son propre bureau. La Directrice générale déclare qu'elle s'en remettra à la sagesse du Conseil pour ce genre de décisions mais que les évaluations indépendantes ont, de manière répétée, conseillé de réduire les dépenses administratives et que c'est ce qui a été fait.

La Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza (Pérou) demande si l'Union a une stratégie claire en place dans le cadre de laquelle tous les éléments puissent travailler ensemble à l'exécution du concept « Un seul Programme ». Le contexte financier mondial a été discuté durant le Congrès ; comment l'Union se prépare-t-elle, sur le plan stratégique, pour sécuriser ses réserves? En ce qui concerne l'appui aux régions, comment va-t-elle y parvenir? Les budgets régionaux vont-ils être renforcés? Allons-nous accroître le budget? Comment allons-nous le faire? Y a-t-il des plans pour retenir les membres actuels et pour en recruter de nouveaux?

La Directrice générale répond que la stratégie « Un seul Programme » est reflétée dans le *Programme de l'UICN 2009–2012* qui sera mis en œuvre de manière collaborative par le Secrétariat, les Commissions et les membres. Elle souligne également qu'une haute priorité sera clairement donnée au maintien des membres actuels et qu'elle considère cela comme tout aussi important que le recrutement.

Répondant à la question concernant la stratégie d'investissement de l'Union, le Trésorier souligne que l'UICN est totalement en dehors du marché des actions, qu'elle a évalué les forces des banques avec lesquelles elle travaille et déplacé ses fonds vers des « zones de sécurité ». La stratégie future incombe au nouveau Trésorier et au Conseil mais le but est de maintenir la très bonne situation actuelle et peut-être de retourner vers les actions avec le temps.

La Société pour la nature et les parcs du Canada fait remarquer qu'elle espère que davantage de ressources seront consacrées aux Commissions de l'UICN dans le cadre de la croissance du budget global et de l'engagement envers la décentralisation.

L'Institut international du développement durable (IIDD) remercie la Directrice générale pour son exposé sur un Plan financier transparent. La ligne de dépenses pour la mobilisation des membres et partenaires semble stagner ou ne pas augmenter. Pour cette raison, l'IIDD demande au nouveau Conseil de l'UICN de tenir compte, dans son approbation annuelle du budget, des recommandations contenues dans le rapport de l'ancien Conseil au Congrès sur les travaux du Groupe de travail du Conseil de l'UICN sur « Un seul Programme » contenu dans le document du Congrès CGR/2008/20, en particulier : a) le paragraphe 3 qui recommande des changements dans les procédures budgétaires pour que l'exécution d'Un seul Programme puisse devenir réalité ; b) le paragraphe 9 qui recommande de donner la priorité dans le budget de 2009 à la participation des membres et des Commissions dans la mise en œuvre du Programme.

En concluant ce point de l'ordre du jour, le Président rappelle aux membres que le Plan financier sera présenté pour adoption à la 11^e séance, le 14 octobre.

Rapport du Comité des finances et des audits du Congrès, y compris les rapports des comptes et vérificateurs aux comptes pour 2004–2007 et les recommandations concernant le Plan financier 2009–2012 (8.6)

Le Président du Comité des finances et des audits du Congrès, M. Kurt Ramin, indique que le Comité a rempli son mandat conformément au cahier des charges approuvé par la 3^e séance du Congrès, le lundi 6 octobre.

Rapport sur les affaires financières de l'UICN

(a) Examen des finances 2004–2007

Le Comité a examiné l'évolution des finances de l'UICN depuis quatre ans et note les points suivants :

- le revenu global a augmenté de 16% entre 2004 et 2007 ;
- il y a eu quatre nouveaux donateurs-cadres entre 2004 et 2008 ;
- la diversification des donateurs s'est poursuivie ; et
- les réserves financières ont augmenté.

Le Comité note également les problèmes financiers rencontrés :

- un revenu central non affecté relativement inchangé ;
- des niveaux relativement faibles de réserves financières, malgré les hausses ;
- un Système d'information sur la gestion insuffisant ; et
- des préoccupations quant à la volatilité des fluctuations des taux de change.

Le Comité est particulièrement ravi de constater la diversification continue du revenu des donateurs et encourage le Secrétariat à faire en sorte que cette tendance se poursuive. En outre, il note l'importance de constituer des réserves utilisables à la fois comme outil de gestion des risques et outil permettant des investissements stratégiques.

Le Comité a révisé les états financiers annuels vérifiés pour la période 2004–2007 et est heureux de noter que les opinions d'audit qui les accompagnent sont toutes données sans qualification.

Le Comité a donc rédigé la décision suivante pour examen par le Congrès :

Le Congrès mondial de la nature PREND NOTE de l'évolution de la situation financière de l'Union et approuve les états financiers vérifiés pour les années 2004, 2005, 2006 et 2007.

b) Mise à jour de la position financière de l'UICN en 2008

Le Comité note que tant le revenu que les dépenses sont conformes aux prévisions et qu'il n'y a pas matière à préoccupation. Le Comité a également reçu une mise à jour financière sur le Congrès mondial de la nature. Le coût de cet événement sera financé par une subvention du pays hôte, les fonds centraux de l'UICN et des appels de fonds à cet effet. Un rapport final est attendu avant la fin de 2008.

Rapport du Vérificateur interne et du Conseiller juridique

a) Rapport du Vérificateur interne

Le Comité est satisfait des progrès de la fonction de vérificateur interne et note :

- la couverture vaste de la fonction d'audit interne en coordination avec les vérificateurs externes et avec la collaboration de la direction de l'UICN ;
- les importantes réformes de gouvernance qui ont été mises en œuvre, comme par exemple dans le cadre du Code de conduite et des politiques antifraude ; et

- le degré de suivi dans l'application des recommandations tant par les vérificateurs externes que par la vérification interne.

Le Comité est heureux de constater la capacité de surveillance accrue au sein de l'UICN, notamment grâce à l'établissement d'une unité de surveillance. Le Comité recommande des progrès continus dans les domaines suivants :

- une évaluation complète de la gouvernance financière et du registre des risques à l'échelle de l'organisation ;
- des plans d'audit interne basés sur les risques et centrés sur les risques élevés ; et
- l'évaluation des lacunes politiques et des processus de contrôle des travaux.

b) Rapport du Conseiller juridique

Le Comité note les progrès du bureau du Conseiller juridique mais note également les ressources limitées mises à disposition pour le fonctionnement de ce bureau. Depuis la création du poste de Conseiller juridique, l'étendue des travaux entrepris a augmenté et des efforts importants ainsi qu'un temps substantiel sont consacrés à la modification ou à l'éclaircissement du statut de l'UICN auprès de plusieurs juridictions. Le Comité note aussi les travaux réalisés en ce qui concerne la gestion et l'évitement des risques pour un nombre de questions. Le Comité recommande une interaction plus étroite entre le bureau du Conseiller juridique et le Comité des finances et des audits du Conseil.

Nomination des vérificateurs externes

Le Comité a examiné la recommandation du Conseil, à savoir de proroger la nomination de Deloitte en tant que vérificateurs externes pour la période intersessions 2009–2012. Ayant considéré les nouvelles exigences financières auxquelles l'UICN doit se plier, ainsi que les initiatives de contrôle interne importantes, le Comité a décidé qu'il serait préférable de reconduire Deloitte au poste de vérificateurs externes plutôt que de chercher un autre candidat.

Le Comité a donc préparé la décision suivante pour examen par le Congrès :

Le Congrès mondial de la nature APPROUVE la nomination de Deloitte Suisse comme vérificateurs externes pour la période intersessions 2009–2012.

Plan financier 2009–2012

Le Comité a examiné le Plan financier 2009–2012 qui doit être adopté par le Congrès à la 11^e séance. Les projections de croissance globale de 6,9% semblent réalistes ; toutefois, le Comité note l'augmentation abrupte du revenu central projeté et recommande au Secrétariat et au Conseil de se préparer à établir un ordre de priorité en tenant compte des demandes concurrentes pour des ressources rares. Le Secrétariat et le Conseil devraient examiner étroitement les incidences financières des motions approuvées par le Congrès car celles-ci pourraient avoir un impact important sur la planification future. Il est également recommandé au Secrétariat de procéder avec précaution aux dépenses en vue de la crise financière mondiale. Un système de budgétisation basé sur les résultats liés à des incitations et des performances sera appliqué durant la période intersessions. Le Comité soutient cette initiative et note l'espoir qu'elle aura un impact notable pour l'attribution des ressources.

Le Comité note que la décision du Conseil de changer la monnaie de compte de l'UICN du franc suisse à l'euro a été repoussée à 2010. Le Comité conseille de procéder avec précaution pour tout changement de monnaie de compte et recommande que le Secrétariat réalise une analyse coûts/avantages approfondie concernant cette initiative et fasse rapport au Comité des finances et des audits du Conseil avant de la mettre en œuvre.

En ce qui concerne les cotisations des membres, les projections de croissance semblent réalistes et réalisables si l'on garde présent à l'esprit que cela représente le recrutement de nouveaux membres ; l'augmentation statutaire annuelle reste liée à l'indice des prix à la consommation suisse.

Le Comité a donc rédigé la décision suivante pour examen par le Congrès :

Le Congrès mondial de la nature APPROUVE le Plan financier pour la période 2009–2012.

Nomination des vérificateurs aux comptes (8.7)

Conformément à la recommandation du Comité des finances et des audits du Congrès, le Congrès approuve la nomination de Deloitte Suisse comme vérificateurs externes de l'UICN pour la période intersessions 2009–2012.

Rapport du Président du Comité de la gouvernance du Congrès (8.8)

Le Président du Comité de la gouvernance du Congrès, M. Jorge Caillaux, présente son rapport comme suit :

« Avant de vous exposer brièvement les conclusions des travaux accomplis par le Comité de la gouvernance de ce Congrès, je souhaite partager, avec vous, quelques réflexions sur l'UICN et sa volonté d'appliquer, au quotidien, de bonnes pratiques de gouvernance. Beaucoup d'entre vous savent sans doute, et votre séjour à Barcelone vous l'aura confirmé, que Gaudí a dessiné et construit ses œuvres d'après son observation extrêmement fine de la nature, en apprenant d'elle – et, en particulier, de son organisation systémique fascinante. Gaudí avait sans doute l'intuition que son œuvre serait durable car son architecture se basait sur les formes mêmes des œuvres de la nature.

L'UICN travaille pour la nature mais dans sa manière de s'organiser – et cela vaut pour une bonne partie de ses membres – elle n'a pas encore réussi à intégrer ses principes ordonnateurs – ceux-là même qui la définissent comme « un système de systèmes ». Notre état particulier d'organisation composée des différents pans de la société – États, institutions gouvernementales, ONG – nous oblige à appliquer, dans notre travail, les principes qui font la force d'un système : la transparence, la connectivité, l'intégration entre les éléments et – comme nous sommes des êtres humains – la reconnaissance et le respect des autres.

Il s'agit d'un immense défi pour l'Union – et pour quelque organisation humaine que ce soit – et je crois que nous pouvons continuer d'avancer vers cet objectif à condition de reconnaître que nous avons encore beaucoup à faire et que la gouvernance requiert l'engagement de chacun et de tous les éléments de l'Union.

À 60 ans passés, nous avons le devoir de nous engager toujours plus à promouvoir une culture de gouvernance, seul moyen de pouvoir exiger de la société qu'elle respecte les règles de la nature.

Les travaux du Comité de la gouvernance

Le Comité de la gouvernance a été actif à deux niveaux :

- il a appuyé le Comité des résolutions dans la consultation des membres sur les motions relatives à la gouvernance de l'institution; et

- il a facilité un débat aussi large que possible entre les membres concernant les propositions de révision des Statuts de l'Union.

Pour atteindre cet objectif, nous avons concentré notre temps et notre énergie sur les importantes questions soulevées par les membres et par le Conseil mais, nous nous sommes concentrés sur les arbres et nous avons oublié la forêt. Nous avons bon espoir que lors de congrès futurs, le Comité de la gouvernance pourra élargir son champ de vision, évaluer la gestion de ses éléments et aider les membres à s'impliquer dans les autres aspects de la gouvernance de manière à avoir une optique systémique.

Le Comité de la gouvernance a collaboré avec les membres à différents thèmes d'importance clé, notamment :

- Les relations des éléments de l'Union avec le Programme, en d'autres termes la dynamique entre : le Congrès de l'Union, le Conseil, les Comités nationaux et régionaux, les Forums régionaux des membres, les Commissions et le Secrétariat (Art.15).
- La révision des Statuts et du Règlement sur les aspects concernant le nom de l'institution, une proposition de nouvelle catégorie de membres, la révision des représentations géographiques au Conseil et le travail des Comités nationaux et régionaux de l'UICN en dehors de leurs compétences territoriales.

Lors des réunions et groupes de contact organisés par le Comité de la gouvernance, nous avons observé la participation d'une intéressante diversité de membres qui ont donné leur opinion sur des questions extrêmement importantes du fait de leur rapport direct avec l'identité et la gouvernance de l'Union.

Un programme pour le nouveau Conseil et le prochain Congrès mondial de la nature

Les pratiques de gouvernance constituent, en elles-mêmes, un processus d'apprentissage permanent et nous estimons donc important de faire quelques propositions basées sur notre expérience à Barcelone.

Nous sommes d'avis que les révisions successives des Statuts, à Montréal, à Bangkok et à Barcelone nous conduisent à créer une base solide pour des bonnes pratiques de gouvernance pour l'Union. Mais une bonne gouvernance exige bien davantage qu'une structure juridique.

Nous devons reconnaître et célébrer la volonté et les efforts des membres à l'occasion de ce Congrès qui se sont

manifestés par une participation active et constructive à l'élaboration des règles et des instruments visant à améliorer la gouvernance de l'Union. Nous avons pu le constater dans de nombreux aspects des assemblées et dans l'intensité du travail des groupes de contact, y compris dans les dialogues tenus en coulisses et dans la participation au processus décisionnel.

Néanmoins, il reste évident que nous n'avons pas encore forgé une culture de gouvernance suffisamment solide pour l'Union.

Le Comité a pris note avec préoccupation de différents cas parmi lesquels les suivants se détachent :

- des motions présentées par les membres modifiées sans consultation préalable des auteurs ;
- un manque de transparence dans le partage d'informations cruciales entre les éléments de l'Union ;
- des exigences peu réalistes de la part des membres ; et surtout, une campagne de dénigrement inacceptable menée contre un candidat qui a gâché l'ambiance du Congrès.

Malheureusement, ce sont là les signes ou les symptômes d'une gouvernance fragile qui potentiellement pourrait avoir des implications graves sur l'avenir de l'UICN, mais nous saurons sûrement les surmonter.

Recommandations

Le Comité de la gouvernance porte à l'attention du nouveau Conseil les recommandations suivantes :

1. Nous avons noté, pour la première fois à ce Congrès, des efforts sérieux visant à établir la liaison entre le travail du Programme et celui du Comité de la gouvernance. Nous recommandons que le nouveau Conseil de l'UICN crée un Groupe de travail mixte intersessions pour mettre en place une relation forte entre son travail sur « Un seul Programme » et la gouvernance en vue de superviser les décisions du Congrès et de renforcer et maintenir ce lien.
2. Sachant que la transparence, les relations de travail constructives et la reconnaissance et le respect des autres sont les piliers d'une bonne gouvernance, nous recommandons au Conseil de l'Union qu'il investisse dans la construction et la consolidation d'une culture favorable à la gouvernance et qu'il prenne des mesures lorsque les pratiques de gouvernance sont

inappropriées. Nous pensons, par exemple, que l'on pourrait créer un bureau d'ombudsman et utiliser des instruments d'information plus efficaces pour permettre un accès facile et garantir une plus grande transparence entre tous les éléments de l'Union.

3. Il importe d'identifier des candidats au Conseil qui ont une bonne connaissance et une bonne expérience des pratiques de gouvernance et qui puissent apporter cette expérience aux délibérations du Conseil.

Enfin, en conclusion, je souhaite souligner un fait important dont nous avons peu parlé. Une grande partie des leaders de l'Union sont, au moins, de ma génération. Nous devons travailler en permanence avec les générations suivantes de spécialistes de la conservation pour donner non seulement l'exemple, mais aussi pour partager avec eux ce patrimoine commun que nous partageons avec les membres de l'Union, qui n'est pas toujours évident et qu'il n'est pas toujours possible de stocker dans une base de données.

Nous avons l'obligation de maintenir vivant l'esprit démocratique et pluriel de l'Union et de transmettre aux nouvelles générations les bonnes pratiques de gouvernance que nous avons acquises... pas les mauvaises. »

Discussion et adoption des modifications aux Statuts (9.1, 11.2)

9^e séance

Jorge Caillaux, Président du Comité de la gouvernance du Congrès, indique que le document du Congrès CGR/2008/4 *Projet d'amendement à l'article premier des Statuts de l'UICN concernant le nom de l'UICN* a été examiné et évalué lors de deux séances ouvertes organisées par le Comité de la gouvernance et qu'aucun nouvel amendement n'a été apporté. Le texte original de l'amendement proposé reste inchangé.

En conséquence, le Président appelle au vote de la motion suivante :

Le Congrès mondial de la nature :

- a) PREND NOTE de l'adoption par le Conseil du nouveau logo de l'UICN ; et
- b) ADOPTE l'amendement proposé à l'Article 1 des Statuts qui figure dans le document du Congrès CGR/2008/4.

La motion est approuvée.

Se référant au document du Congrès CGR/2008/5 Rev.1 *Projet d'amendement au paragraphe c) de l'article 71 des Statuts et Règlement de l'UICN concernant la restriction de la compétence territoriale des Comités nationaux et régionaux*, le Président met aux voix la motion suivante :

Le Congrès mondial de la nature ADOPTE l'amendement proposé à l'Article 71(c) des Statuts.

La motion est approuvée.

Le Président passe au document du Congrès CGR/2008/6 *Projets d'amendements aux Statuts, Règles de procédure du Congrès mondial de la nature et Règlement de l'UICN concernant la création d'une nouvelle catégorie de membres pour les collectivités territoriales et locales*. Il note qu'il a reçu plusieurs questions à ce sujet et que le Président du Comité de la gouvernance du Congrès a indiqué que le Congrès en traiterait plus à fond le 14 octobre. Un document révisé sera prêt pour les membres à 16.00 le 13 octobre. En l'absence de toute intervention des participants, le Président décide que la recommandation du président du Comité de la gouvernance est acceptée et que les discussions sont donc repoussées au lendemain.

La Fundación Naturaleza y Hombre (Espagne) déplore l'absence d'interprétation durant les divers groupes de contact et réunions sur les questions de gouvernance. La Fundación considère que cela est contraire à l'esprit des Statuts et que cela désavantage un grand nombre de membres.

Le Président convient que cela semble certainement une plainte valide.

11^e séance

Jorge Caillaux présente le document du Congrès CGR/2008/6 Rev.1 *Projets d'amendements aux Statuts, Règles de procédure du Congrès mondial de la nature et Règlement de l'UICN concernant la création d'une nouvelle catégorie de membres pour les collectivités territoriales et locales*.

Il note que le vote sur les amendements aux Statuts et le vote sur les amendements au Règlement doivent avoir lieu séparément car les amendements aux Statuts exigent une majorité des deux tiers tandis que les amendements au Règlement n'exigent qu'une majorité simple (c.-à-d. 50% plus une voix).

Les modifications aux Statuts seront votées en premier et, si elles sont approuvées, le Congrès passera aux amendements au Règlement. Il importe de maintenir ces deux démarches clairement séparées.

La New Zealand Ecological Society félicite les auteurs qui ont présenté leurs propositions aux membres bien à l'avance. Néanmoins, elle est fortement préoccupée quant à la cohérence des détails juridiques du texte actuel. Il vaudrait mieux prendre du recul et examiner en détail les conséquences des amendements proposés.

Project Jonah (Nouvelle-Zélande) se déclare également satisfait par les efforts déployés par les auteurs pour comprendre et répondre aux préoccupations soulevées, mais il n'est pas possible d'écrire les Statuts « dans l'urgence ». Les réunions de gouvernance ou des groupes de contact n'ont pas eu suffisamment de temps pour cela et les changements proposés n'ont pas été soumis à un véritable processus d'évaluation juridique ni à une consultation adéquate avec les membres. Project Jonah propose donc, au lieu de passer à un vote prématuré maintenant, que le nouveau Conseil soit prié de mettre sur pied un processus approfondi avec la participation pleine et entière des membres et des avis juridiques appropriés.

L'État membre Norvège soutient la position de Project Jonah et doute qu'il soit souhaitable que les collectivités territoriales deviennent membres de l'UICN. La Norvège n'a qu'une seule politique étrangère et cette nouvelle catégorie de membres pourrait créer une confusion. Cette nouvelle catégorie de membres aurait-elle le droit de vote?

Le président du Comité de la gouvernance confirme que la nouvelle catégorie de membres aurait le droit de vote.

Le Président rappelle que cette question a été soumise à un groupe de contact et qu'il y a eu beaucoup de discussions à ce sujet. Les rapports qu'il a reçus indiquent que le point de vue exprimé par Project Jonah semble aller dans le même sens que ce que l'on se propose de faire, à savoir que de nombreuses personnes sont d'avis que toutes les conséquences juridiques n'ont pas été explorées ou comprises de manière approfondie. Il serait donc sage que toutes les démarches soient menées à fond avant de poursuivre le processus et il a déjà demandé au Comité de la gouvernance de commencer à préparer un document allant dans le sens de la demande de Project Jonah. Néanmoins, il entre dans les fonctions du Président de présenter cette motion au Congrès. De très nombreux orateurs demandent la parole mais les délégués sont priés d'éviter de répéter les points déjà soulevés.

La Generalitat de Catalunya, s'exprimant en tant que coauteur de la motion, souligne à quel point il importe de comprendre l'importance des amendements proposés. Le monde est de plus en plus complexe et il y a de plus en plus d'acteurs sur le terrain. Afin d'intégrer toute la gamme des compétences disponibles en vue de confronter les enjeux

environnementaux, il importe que tous ces acteurs soient impliqués. Il se peut que le travail préparatoire n'ait pas été conduit de manière suffisamment approfondie par le Conseil, du point de vue juridique, mais le principe reste valide. En outre, la proposition telle qu'elle est présentée donne un rôle très modeste à la nouvelle catégorie de membres. Malgré ces réserves, la Generalitat soutiendra un processus de travail du nouveau Conseil à ce sujet.

Le Président demande au président du Comité de la gouvernance du Congrès d'entrer en contact avec les auteurs, entre autres, pour présenter une proposition de marche à suivre pour cette question.

Suite à ces consultations, la Generalitat de Catalunya indique qu'elle retire la motion de sorte que les problèmes soulevés ces derniers jours puissent être discutés en plus grand détail et qu'un processus constructif puisse être mis en place pour faire progresser cette question.

Le Président exprime sa sincère satisfaction à la Generalitat de Catalunya pour sa compréhension.

Le Conservatoire de l'espace littoral (France) rappelle que la France a été étroitement associée à cette question depuis le Congrès de Bangkok et que, tout en soutenant le retrait de la motion pour le moment, comme étant la meilleure solution, regrette ce résultat.

Le président du Comité de la gouvernance signale que toutes les parties impliquées dans les consultations informelles demandées par le Président ont pu se mettre d'accord sur le texte de la motion étroitement liée CGR4.MOT011 Rev.1 *Introduction des collectivités territoriales dans la structure de l'Union* et qu'il serait souhaitable d'examiner la motion maintenant.

Le Président demande un vote sur la motion telle qu'amendée par la discussion dirigée par le président du Comité de la gouvernance.

La motion CGR4.MOT011 Rev.1 est approuvée.

En concluant ce point de l'ordre du jour, le Président exprime ses remerciements à Jorge Caillaux et aux autres membres du Comité de la gouvernance du Conseil.

Adoption du Programme, des mandats des Commissions et du Plan financier (12.2)

Le Programme et les mandats des Commissions sont brièvement présentés par M. Ton Boon von Ochssée, président du Comité du Programme du Congrès.

Le Président met aux voix l'adoption du document du Congrès CGR/2008/11 *Projets de mandats pour les Commissions de l'UICN*.

Les mandats des Commissions sont approuvés.

Le Président met aux voix l'adoption du document du Congrès CGR/2008/10 *Le Programme de l'UICN 2009–2012*.

Le Programme de l'UICN 2009–2012 est approuvé.

Le Président met aux voix le document du Congrès CGR/2008/17 *Plan financier pour la période de 2009 à 2012*.

Le Plan financier 2009–2012 est approuvé.

Le Président remercie Ton Boon von Ochssée et Kurt Ramin, président du Comité des finances et des audits du Congrès, pour le travail qu'ils ont accompli afin de préparer ces documents pour adoption.

Clôture de la 4^e Session du Congrès mondial de la nature (12.3)

En souhaitant la bienvenue aux membres pour la dernière séance de la 4^e Session du Congrès mondial de la nature, le Président sortant, M. Valli Moosa, invite le Président élu, M. Ashok Khosla, à le rejoindre sur le podium.

M. Moosa déclare qu'avec plus de 7000 participants de 179 pays, le Forum a été le plus grand événement, le meilleur et le plus vivant de l'histoire de l'UICN. L'Assemblée des membres a été extrêmement importante et a révélé l'efficacité de la démocratie environnementale de l'Union. Il félicite les Conseillers sortants qui ont siégé au Conseil durant la période intersessions 2004–2008 pour leurs travaux ; des certificats seront remis à chacun d'eux en reconnaissance de leur contribution aux causes de l'environnement, de l'homme et des espèces animales et végétales.

La Directrice générale remet au Président sortant un cadeau pour témoigner de l'admiration, de l'affection et de la gratitude de l'UICN puis elle présente une vidéo marquant le 60^e anniversaire de l'Union et rappelant une partie de son histoire. Mme Marton-Lefèvre exprime la fierté que l'Union peut ressentir après tant de choses accomplies mais aussi la nécessité de se préparer aux défis à venir. Pour expliciter ces thèmes, elle a le plaisir de

donner la parole à l'un des plus anciens membres des Commissions de l'UICN, M. Wolfgang Burhenne et à l'un des membres les plus récents de l'Union, Mme Leana Corea, représentant le Comité pour la protection et la mise en valeur de la flore et de la faune du golfe de Fonseca, au Honduras.

M. Wolfgang Burhenne décrit l'évolution de l'UICN depuis 60 ans : d'une organisation dédiée à la protection de la nature à un mouvement moderne en faveur de la conservation de la nature et du développement durable. Après quelques réflexions sur le Congrès qui se termine, sur les succès et les difficultés qui sont apparues, il déclare : « J'ai, à plusieurs reprises, entendu les délégués admettre leurs lacunes – c'est un signe de maturité, peut-être même une amélioration ! Et j'ai aussi entendu que les connaissances ne manquent pas mais qu'il faut agir plus activement pour les appliquer. Accepter cela ne doit pas nous condamner au pessimisme. » Évoquant les défis que l'UICN doit relever dans un proche avenir, il souligne la nécessité de réformer certains éléments des procédures du Congrès afin de tenir compte de la croissance du nombre de membres de l'Union. Il demande, en particulier, d'adopter une nouvelle approche vis-à-vis du nombre sans cesse croissant des motions, à la fois dans le processus qui conduit à l'adoption et dans l'application, citant plusieurs réformes spécifiques pouvant être introduites. En terminant, M. Burhenne cite Friedrich Schiller, écrivain allemand du 18^e siècle, et son poème *Don Carlos* : « Les jours merveilleux et studieux de Barcelone sont finis, mais la tâche sérieuse de l'action, de la mise en œuvre et de l'application commence ».

Mme Leana Corea fait une plaidoirie passionnée, appelant à comprendre que « l'avenir est ici, maintenant, aujourd'hui » et que « la nature nous montre que nous devons travailler dur aujourd'hui pour qu'advienne les changements que nous voulons voir demain ». Adopter une approche éthique du travail en faveur de l'environnement n'est pas pour les rêveurs mais pour les réalistes, ceux qui ont leurs pieds fermement sur terre, qui comprennent que l'avènement du développement durable et, en fin de compte, notre propre survie, sont plus une question d'actions menées chaque jour que de paroles faciles. Elle appelle la société civile, les gouvernements et le secteur privé à se donner la main pour l'environnement, la durabilité et l'équité sociale, fondés sur l'éthique et le respect et aux jeunes gens de participer de plus en plus, en prenant appui sur le travail de leurs prédécesseurs. Le Congrès lui a permis d'avoir un aperçu du potentiel des membres de l'UICN, un potentiel qui doit être apprécié et nourri par les responsables élus de l'Union et

les directeurs régionaux afin de générer de nouvelles idées et de nouvelles activités. Les membres de l'UICN ne sont pas une simple liste d'organisations ou de statistiques mais les racines mêmes d'un grand arbre qui croît depuis 60 ans. Renforcer le rôle des membres dans l'application du nouveau Programme devrait aider l'arbre à porter des fruits plus nombreux et plus beaux. Les membres ont aussi une grande responsabilité, celle de transmettre le message de l'UICN aux niveaux régional et local. Le Comité national hondurien est heureux d'avoir le privilège de partager de nouvelles expériences, de nombreux défis et de grandes réalisations. Les participants au Congrès retourneront chez eux motivés, enthousiastes et pleins d'espoir pour des changements réels à la lumière des discussions de Barcelone.

Dans ses remarques de clôture, la Directrice générale déclare qu'il s'agissait de sa première expérience d'un Congrès de l'UICN vu de l'intérieur et qu'elle a trouvé cette expérience extrêmement dynamisante. En voyant tous les éléments se rapprocher peu à peu, elle a réalisé l'influence réellement extraordinaire de l'Union. Le Congrès a réussi à faire correspondre les mots à des ressources réelles et tangibles, destinées à l'action et, ce faisant, à dynamiser les travaux de l'UICN, ancrer sa mission et alimenter son élan. Toutefois, outre les études et les engagements positifs, elle a aussi entendu – avec intérêt – des avis critiques. La plupart des réactions concernent la manière dont les relations entre le Secrétariat, les Commissions et les membres doivent être améliorées et dans quels secteurs. Sur les bases des orientations du Congrès, la réunion du Conseil de février 2009 abordera l'élaboration et l'application d'une stratégie pour les membres et une gouvernance plus efficace pour les quatre prochaines années. Le Congrès peut être comparé à une pièce de théâtre donnée sur la scène mondiale mais au moment où nous nous préparons à démonter les décors, il importe de remercier tous ceux qui ont rendu ces dix jours possibles. Au nom de l'UICN, la Directrice générale exprime sa plus profonde gratitude à Sa Majesté le roi et à Son Altesse royale le prince des Asturies. Des remerciements particuliers sont dus aux hôtes du Congrès – le ministère de l'Environnement et du Milieu rural et marin, le Département de l'environnement et du logement de la Generalitat de Catalunya, le Conseil de la ville de Barcelone et le Conseil provincial de Barcelone. L'Union est également reconnaissante à tous les sponsors, en particulier les six sponsors « Platine » du Congrès : l'Agence espagnole pour la coopération internationale et le développement, la Commission européenne, Cooperazione Italiana – dans le cadre du Ministero degli Affari Esteri de l'Italie, l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi, le ministère français

de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire et le World Business Council for Sustainable Development. Beaucoup d'autres ont travaillé sans relâche dans les coulisses, notamment le personnel des administrations hôtes, le Centre international des Congrès de Barcelone (CCIB), les sponsors locaux, les bénévoles et le Secrétariat de l'UICN. « Nous devons être fiers du succès retentissant de cet événement mémorable. Tandis que nous nous préparons à quitter cette ville extraordinaire, je me réjouis de vous retrouver tous au prochain Congrès en 2012 ».

Le Président sortant, M. Valli Moosa, explique sa participation auprès de l'UICN par les paroles suivantes : « Ma vie a changé de manière que j'ignore encore aujourd'hui. Il y a des décennies, ma génération a été inspirée par la chanson de John Lennon, Imagine, le rêve d'un monde où il n'y aurait plus ni faim, ni guerre, ni pollution, ni injustice. Une chanson qui, nous pourrions dire, décrivait « un monde juste qui valorise et conserve l'homme et la nature ». Il y avait un refrain : *Peut-être pensez-vous que je suis un rêveur mais je ne suis pas seul ; un jour, j'espère, vous vous joindrez à nous et le monde ne fera plus qu'un*. À l'époque, les cyniques disaient que ces mots étaient d'une naïveté désespérante. Pourtant, mon mandat à l'UICN m'a convaincu qu'en réalité, non seulement ils traduisent notre vision et notre mission mais ils ancrent nos efforts pratiques pour sauver les récifs et les forêts ainsi que les rivières, jour après jour.

Nous sommes peut-être venus ici rêveurs mais nous ne sommes pas des optimistes aveugles ni des idéalistes naïfs. Certes, nous osons imaginer un monde meilleur mais nous sommes des activistes visionnaires. D'incorrigibles réalistes. Des économistes pratiques. Des empiristes scientifiques. Et avec le soutien de 7000 participants représentant des centaines de millions de personnes qui vivent sur cette planète, petite, fragile et belle... nous ne sommes pas seuls. Je vous rends une UICN plus forte, plus grande et meilleure.

Le nouveau Président de l'UICN, M. Ashok Khosla, exprime son point de vue sur les priorités immédiates et stratégiques du nouveau Conseil :

- amener la diversité biologique au cœur de la conscience publique, des préoccupations de la presse et des décideurs aux niveaux local, national et mondial ;
- établir les preuves les plus fortes et les plus incontestables de l'intérêt de conserver la biodiversité et de ce qu'il en coûte de la perdre ;

- mobiliser les ressources nécessaires pour envoyer au monde des messages clairs, non ambigus, par l'intermédiaire d'une stratégie d'influence agressive et efficace ;
- apporter la clarté dans l'établissement de relations pertinentes entre l'UICN et le secteur privé par la mise en place d'un petit groupe d'étude du Conseil pour définir les « termes d'engagement » de telles relations ;
- parvenir à un meilleur équilibre entre les trois piliers du « tripode de la biodiversité » en amenant les travaux de l'Union sur les écosystèmes au même niveau que ses réalisations en faveur des espèces et des habitats ;
- soutenir les travaux de l'Union concernant les moyens d'existence durables et les relations entre la biodiversité et l'emploi ;
- renforcer les capacités de l'UICN dans la science du biomimétisme ;
- fixer des objectifs plus élevés pour les engagements personnels, scientifiques et éthiques et l'intégrité ; et
- mobiliser les ressources pour le travail de l'UICN.

M. Khosla estime qu'il est du ressort du Président et du Conseil, d'abord et avant tout, d'écouter les membres – qu'il s'agisse des États et de la société civile ou des Commissions et des partenaires extérieurs. Il s'engage à agir pour faciliter les travaux et l'interaction entre tous les éléments de l'Union afin qu'ils se soutiennent mutuellement et qu'ils aient une compréhension claire de leur rôle pour que toute l'Union puisse agir à l'unisson, en tant qu'organisme unique focalisé sur les résultats. L'analyse du vote durant le Congrès laisse à penser qu'il y a un certain malaise dans les relations entre les membres et le Secrétariat. De toute évidence, l'Union doit faire tomber toutes les barrières – réelles ou perçues – au sens de l'appartenance et de la participation des membres sans quoi elle ne peut espérer remplir sa mission. Il prévoit de rendre l'Union plus attentive aux besoins des membres, de faire en sorte que leurs préoccupations soient entendues et que l'on y réponde rapidement. Il s'efforcera également d'établir une relation proche entre le Président et le Conseil d'une part et la Directrice générale d'autre part.

Globalement, il estime que l'Union est en très bonne santé, à part un petit accès de température ici ou un petit souci de pression artérielle là. Il exprime une grande admiration pour le travail de Valli Moosa et ne peut souhaiter que construire sur les réussites du Président et du Conseil sortants. Enfin, il exprime des remerciements sincères à l'Espagne, à la Catalogne et à la ville de Barcelone pour les excellentes dispositions du Congrès et à la Directrice générale pour tout le travail du Secrétariat.

Annexe 1 – Conclusions du Forum mondial de la nature, 6 au 9 octobre 2008

Rapport de Jeffrey A. McNeely, Conseiller scientifique en chef de l'UICN

Notre Forum mondial de la nature a accueilli plus de 7000 participants, 972 activités, 7 dialogues sur la durabilité, 9 pavillons, 160 expositions, 13 parcours, 3 courants thématiques et une Foire internationale des femmes chefs d'entreprise, un cinéma de la conservation avec certains des meilleurs films du monde sur la nature, des dizaines de possibilités d'apprentissage, suffisamment deancements d'ouvrages pour constituer une bibliothèque et des événements informels innombrables. C'est bien là l'illustration flagrante du brassage des membres, des Commissions, des membres du Secrétariat et des partenaires célébrant réellement le concept « Un seul Programme » que nous attendions tous de nos vœux.

Beaucoup d'entre vous ont aussi remarqué que les nombreux parcours, courants et autres événements se sont fondus en une collection d'idées sans fin, démontrant une fois encore l'unité essentielle de l'action en faveur de la conservation et de la difficulté de dessiner des frontières autour des secteurs de notre action. Nous avons vu, une fois encore, que la conservation est une force unificatrice et non un rassemblement de menhirs, debout dans la splendeur de leur propre isolement.

Avec cette série sans précédent d'événements, nous avons vécu le « seul Programme » durant quatre jours, démontrant le pouvoir des divers intérêts qui œuvrent ensemble vers un objectif commun : celui de sauver la vie sur la planète. Nos discussions ont attiré environ 400 journalistes qui ont publié plus de 5000 articles dans toutes les régions du monde, démontrant que nous avons su atteindre le cœur et l'esprit de millions de personnes qui ont ainsi mieux compris à quel point la nature est importante dans leur quotidien.

Dans cette gigantesque diversité, comment cerner les messages clés ? Les dialogues sur la durabilité sont tous enregistrés sur vidéo et de nombreux événements généreront des ouvrages, des projets et autres produits. Il y en a même qui ont suscité de nouvelles publications, des sites Web ou des jeux vidéo sur la conservation de la nature. Nous porterons les résultats de chaque événement sur le site web du Congrès où chacun, ayant accès à Internet, pourra connaître le détail de nos discussions. Et pour la première fois, nous avons désigné un personnel

spécifiquement chargé de capter les messages clés des plus de 120 affiches et qui a décerné des prix aux trois meilleurs (Sahara Conservation Fund, États-Unis, Fundación Pro-Sierra Nevada de Santa Marta, Colombie et Fundación Andaluza, Espagne).

Par ailleurs, un petit groupe d'entre nous se penchera sur les résultats de Barcelone et d'autres informations dans les mois qui viennent afin de produire une synthèse de l'état de la conservation en 2008 – un ouvrage qui, nous l'espérons, comme la *Stratégie mondiale de la conservation* de 1980 et *Sauver la planète* de 1992, sera un témoignage qui inspirera et guidera l'action dans toutes les régions de notre planète. Nous vous serions reconnaissants de nous faire part de vos sentiments sur ce qu'il conviendrait d'inclure dans cette synthèse.

Une équipe a travaillé en vue d'évaluer l'efficacité des différents aspects du Forum et continuera de travailler dans l'année qui vient pour publier un rapport in extenso, parallèlement au rapport plus succinct qui paraîtra dans les semaines qui viennent.

Il vaut aussi la peine de noter que les activités du Forum ont fortement soutenu le nouveau Programme de l'UICN que nous proposons pour adoption à l'Assemblée des membres. Suite à ce processus d'évaluation unique par une consultation approfondie des membres, des Commissions et partenaires, le nouveau Programme a été profondément enrichi par les discussions tenues durant les quatre jours du Forum. Celles-ci ont aidé à façonner l'avenir de l'action de l'UICN conçue pour conserver la diversité de la vie, changer les prévisions climatiques, concevoir les énergies naturelles de l'avenir, gérer les écosystèmes pour le bien-être humain et « verdir » l'économie mondiale.

Comme le nouveau Programme, le Forum était focalisé sur les résultats. Le Secrétariat a cherché à faire en sorte que les différents événements soient soutenus par des modérateurs professionnels et expérimentés et environ 40% des ateliers ont demandé et reçu cet appui.

La nouvelle *Liste rouge* lancée à Barcelone a démontré avec des détails très précis et beaucoup d'autorité la gravité de

l'état des espèces ; elle a aussi démontré que l'on peut agir : près de 40 espèces autrefois menacées d'extinction sont aujourd'hui sauvées grâce à l'action sur le terrain et dans les coulisses du pouvoir, menée par des organisations membres de l'UICN et des membres des Commissions. Nous avons conçu des indicateurs bien meilleurs sur l'état des espèces et des écosystèmes, ce qui nous donne de nouveaux outils pour prévoir les menaces et les traiter assez vite, de telle sorte que les problèmes émergents ne dégénèrent en crises.

Nous avons aussi montré qu'il importe de trouver de nouveaux partenaires pour influencer ce qui se passe dans la réalité. Suite aux appels des membres en vue de collaborer avec le secteur privé, le Forum a accueilli les compétences, les ressources et les perspectives de nombreuses parties du secteur privé en vue d'enrichir les discussions. Je suis sûr que nous étions tous heureux de la conclusion du nouveau partenariat entre Google et l'UICN, liant la technologie de l'information à l'expertise en matière d'aires protégées en vue d'inclure les aires marines protégées dans Google Earth. Ce sera une plate-forme formidable pour promouvoir de nouvelles aires marines protégées et déterminer les zones où nous devons agir en toute priorité.

Un nombre croissant de compagnies – petites et moyennes entreprises ou grandes multinationales – reconnaissent aujourd'hui leur responsabilité vis-à-vis de la conservation de la biodiversité. L'UICN, en collaboration avec nombre de ses membres et Commissions, a été une force majeure à l'origine de ce changement d'attitude des entreprises. Certes, nous continuerons sans doute d'être en désaccord avec certaines des actions de certaines parties du secteur privé mais nous avons compris qu'un dialogue ouvert peut nous permettre de trouver des terrains d'entente et des moyens de construire une force plus importante en faveur de la conservation.

Au moment où nous commençons à contempler l'avenir après le pétrole, l'énergie gagne en importance. Naturellement, beaucoup d'entre nous – et les trois quarts des participants – ont payé la compensation carbone et nous avons tenu de nombreux ateliers sur les sources d'énergie de substitution, en particulier les biocarburants. Naturellement, pour produire une énergie durable, il faudra des innovations et cela vient souvent du secteur privé. Nous devons trouver des moyens productifs de travailler avec ce secteur pour garantir que la conservation de la biodiversité est améliorée par les nouvelles formes d'énergie et non pas dégradée un peu plus.

Soyons tout bonnement réalistes quant aux défis qui nous attendent : nous devons influencer le processus politique si nous voulons changer le comportement du public et plus nos partisans seront diversifiés plus notre voix portera. Nous avons appris que rechercher des terrains d'entente est beaucoup plus productif que de gaspiller notre énergie en controverses oiseuses. Mais naturellement, nous continuons aussi de nous réserver le droit, et même la responsabilité, d'être critiques envers le secteur privé lorsque la conservation est mise à mal.

Au Forum, le secteur agricole aussi s'est fait une nouvelle place. Nous avons aujourd'hui de nombreux membres qui observent la conservation par la lunette de l'agriculture et le Groupe de spécialistes de la CSE sur les espèces de plantes sauvages apparentées à des plantes cultivées a fait le lien entre ce qui nous concerne au premier chef et l'agriculture. Préparant la réunion de la CDB en 2010, le gouvernement du Japon a lancé l'Initiative Satoyama qui se concentre sur les systèmes agricoles traditionnels qui conservent la biodiversité et procurent, en même temps, des avantages pour le bien-être humain – ce que certains d'entre nous appellent « l'écoagriculture ». Les nombreux événements consacrés à l'eau ont aussi directement traité à l'agriculture quand on sait que 70% de l'eau douce que nous utilisons est attribuée à ce secteur. Les liens solides qui ont été tissés entre l'eau et les terres arides nous ont aussi permis de définir comment l'UICN doit aborder les nombreux défis que pose ce biome.

La CPEES a aidé à ouvrir la porte à ce que beaucoup considèrent comme un nouveau public surprenant : les militaires. Lors d'un atelier, la CPEES a rassemblé des experts de la sécurité, des officiers de haut rang et des spécialistes de la conservation pour discuter en vue de trouver un terrain d'entente. L'armée contrôle un territoire considérable, riche d'une biodiversité précieuse. Elle s'intéresse de près à des questions telles que les changements climatiques du point de vue de la sécurité nationale. L'atelier a conclu qu'en ouvrant un dialogue sincère avec l'armée, nous pouvons trouver un terrain commun pour la conservation et, c'est à souhaiter, réduire les dommages que les conflits violents infligent souvent à la biodiversité.

Dans un domaine tout à fait différent, nous avons aussi tenu de nombreuses séances qui traitent de la biodiversité et de la santé, que ce soit des êtres humains ou de la nature – les plantes et les animaux. Vous en trouverez les détails dans les différents rapports mais le point essentiel est que le lien avec la santé humaine ouvre à la conservation un autre public important. Le slogan « Un monde –

Une santé » entraîne la communauté de la conservation dans un dialogue fructueux avec le secteur de la santé, un dialogue d'intérêt universel.

Collaborer avec les travailleurs de la santé nous donne aussi une meilleure fondation pour traiter les maladies infectieuses émergentes, y compris celles qui peuvent être dues à des espèces sauvages. L'influenza aviaire n'est que l'exemple récent le plus grave mais les changements climatiques promettent de promouvoir d'autres invasions d'espèces.

Le lien avec les questions de santé présente une autre facette, celle qui concerne les espèces exotiques envahissantes. Beaucoup de ces espèces envahissantes sont soit les hôtes de virus infectieux et de bactéries, soit elles-mêmes des organismes pathogènes.

Il m'est impossible, dans le temps très bref qui m'est imparti aujourd'hui, d'aller plus en détail dans tout ce qui s'est passé au Forum et, peut-être, nous n'apprécierons toutes ses incidences que dans plusieurs années. Je voudrais cependant souligner quelques-unes des actions et des réflexions les plus exceptionnelles.

Il est devenu encore plus évident que les changements climatiques et la biodiversité font partie du même problème et nous devons trouver des moyens de garantir qu'ils restent intimement liés. Après tout, les impacts des changements climatiques sur les êtres humains sont ressentis à travers les impacts du climat sur les écosystèmes. Les structures changeantes de la pluviosité changeront la répartition de la production alimentaire et, en conséquence, les économies et cela, à son tour, changera la distribution des plantes et des animaux et les mesures prises pour les conserver. Nous avons aussi appris que l'adaptation aux changements climatiques dépendra de la biodiversité, en particulier de la diversité génétique qui permettra aux espèces d'évoluer en rythme avec l'évolution du climat.

Des écosystèmes en bonne santé offrent la meilleure défense contre les changements climatiques et les événements climatiques extrêmes qui affectent déjà de nombreuses régions du monde. La communauté des aires protégées a porté son attention sur l'importance des aires protégées pour aider la société à s'adapter aux changements climatiques et pour garantir que ces écosystèmes divers et en bonne santé restent au cœur de la discussion sur les changements climatiques.

Les changements climatiques sont liés à l'eau à travers des tendances parfaitement visibles telles que la fréquence

accrue des sécheresses et des inondations, la retraite des glaciers, les tempêtes et l'élévation du niveau des mers. La deuxième phase de l'Initiative de l'UICN pour l'eau et la nature, lancée le 6 octobre, aura certainement une dimension climatique.

Les changements climatiques nous procurent aussi une nouvelle focalisation pour notre travail dans les forêts. Nous sommes aujourd'hui généralement d'accord que la conservation des forêts anciennes est le meilleur moyen de stocker le carbone. Nous avons aidé à enrichir le débat sur la REDD (la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts) en nous appuyant sur notre Initiative sur les forêts et les changements climatiques du dialogue sur les forêts afin de rassembler divers groupes pour qu'ils conviennent des principes clés pour les forêts et les changements climatiques.

Nous avons discuté de l'équité, du régime foncier et du partage des avantages et nous avons cherché des moyens de garantir que les fonds générés arrivent réellement aux populations qui vivent dans les forêts. Le débat sur les moyens de faire en sorte que des méthodes basées sur le marché telles que la REDD travaillent en faveur de la conservation des forêts et le développement durable se poursuivra certainement.

Les discussions stimulantes que nous avons eues au Forum laissent présager que nous irons tous aux négociations de la Convention sur les changements climatiques mieux préparés en vue d'insister sur le rôle fondamental de la diversité biologique et de la diversité culturelle. Nous devons continuer de marteler que le seul moyen d'éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère est biologique et que la diversité culturelle nous apportera une grande partie des connaissances dont nous avons besoin pour nous adapter aux changements.

Ce Forum nous a aussi rendus plus conscients des intérêts impliqués dans nos actions en faveur de la conservation. Nous avons entendu beaucoup, beaucoup d'exemples de communautés locales et autochtones qui démontrent comment s'adapter aux changements climatiques et combien elles peuvent contribuer à la conservation si seulement nous pouvons collaborer avec elles pour trouver des solutions à nos intérêts communs. Les nombreux ateliers traitant des sites sacrés et des dimensions éthiques de la conservation et de l'importance spirituelle d'un lien avec la nature nous ont donné un nouveau moyen de concevoir les partenariats avec des gens qui ont beaucoup à nous apprendre sur la gestion pratique des ressources.

Les communautés locales ont demandé la possibilité de travailler avec l'UICN pour organiser un forum consacré à la création de mécanismes en vue d'un partage réel des connaissances entre les gouvernements, les organismes internationaux et les praticiens communautaires – une innovation très utile.

L'Initiative Équateur, une activité conjointe de nombreux membres et partenaires de l'UICN dirigée par le PNUD, a été tout particulièrement éloquente et a demandé plus d'occasions pour que les voix des communautés locales se fassent entendre et se fassent écouter. Le Poble du PNUD a servi d'espace où ces questions ont pu être discutées de manière plus approfondie et a généré de nouvelles sources d'inspiration des communautés qui ont réussi à s'adapter à des conditions en évolution depuis de nombreuses générations.

Nos travaux de base sur les espèces, les aires protégées et les écosystèmes ont été renforcés au Forum. Pour ceux qui craignaient que l'UICN laisse ces thèmes fondamentaux glisser à la périphérie, les dizaines d'ateliers, les événements des pavillons, les événements des Commissions, etc., fournissent l'assurance que ces thèmes centraux restent le sang même qui circule à travers tout notre travail.

Lorsque nous parlons de « services écosystémiques », nous ne pensons pas seulement aux avantages pour la population mais aussi aux avantages pour les écosystèmes eux-mêmes et les éléments des écosystèmes. Simultanément, nous avons de manière répétée et convaincante montré que les espèces, les aires protégées et les écosystèmes concernent les intérêts humains à de nombreux égards, des avantages matériels aux avantages spirituels. Nous avons pris connaissance des nouveaux efforts de mise au point d'un rapport « style Stern » pour la biodiversité, appelé l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité, ainsi que de l'importance de continuer le travail entamé par l'Évaluation des écosystèmes en début de millénaire.

S'il ne fallait mentionner qu'un seul point parmi beaucoup, notre Programme de conservation des forêts a fait rapport sur de nouvelles initiatives importantes dans le bassin du Congo, avec l'Administration des forêts d'État de la Chine qui a annoncé des mesures pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux négatifs des investissements chinois dans le bassin du Congo. Et le Gouverneur de la province indonésienne de Papouasie a présenté sa vision d'une Papouasie durable, juste et pacifique où les aires naturelles seraient sauvegardées. Devant ces engagements, parmi d'autres, les membres et partenaires de l'UICN ont convenu de redoubler leurs efforts pour collaborer en vue

de résoudre les problèmes complexes de l'environnement et du développement qui confrontent ces deux régions d'importance critique. Plus généralement, de nouvelles Lignes directrices de l'OIBT sur la biodiversité des forêts ont été lancées au Pavillon des forêts montrant, une fois encore, l'intérêt des partenariats au-delà de notre famille habituelle.

Nous avons été encouragés par la publication de la première étude exhaustive sur l'état des aires marines protégées en Méditerranée réalisée par l'UICN et le WWF et les nombreuses promesses de création de nouvelles aires marines protégées ainsi que d'amélioration de la gestion de celles qui existent déjà.

Nous avons été les convocateurs neutres d'un dialogue sur la gouvernance de la haute mer au-delà de la juridiction nationale. Les nombreuses discussions se sont concentrées sur l'ensemble des dix principes qui ont émané au Forum, conçus pour aider les gouvernements à trouver un consensus sur cette question complexe.

Mais nous avons aussi appris que les démonstrations sur le terrain ou plutôt dans l'eau, aussi efficaces soient-elles, ne suffiront jamais. Nous devons multiplier notre impact de la pratique dans les politiques aux niveaux local, national et international. Votre Secrétariat, avec son statut d'Observateur auprès des Nations Unies et son rôle actif auprès de nombreuses conventions internationales, donne à l'UICN la voix politique la plus puissante du monde dans le domaine de la conservation. La sagesse acquise du Forum nous aidera à garantir que les positions politiques de l'UICN continuent de recevoir des informations de nos membres, de nos Commissions et de nos Conseillers. En participant à ces forums politiques mondiaux, le Secrétariat peut rassembler les connaissances de nos membres et parfois même défier la pensée classique.

Alors, le Forum a-t-il été un succès? Il a certainement réussi à nous donner à tous la possibilité d'échanger des informations, de rencontrer de vieux amis et de forger de nouvelles amitiés, et de mettre au point de nouvelles approches de la conservation. Mais ce qui compte c'est ce qui arrivera après.

Nous devrions tous nous réjouir que le Forum ait permis de générer de nouveaux financements importants pour la conservation, d'un montant de quelque USD 125 millions. Cela comprend les USD 50 millions de la Fondation MacArthur pour travailler avec des groupes de conservation en vue de permettre aux communautés de s'adapter aux changements climatiques, les USD 33 millions du

Fonds pour la conservation Mohamed bin Zayed pour la conservation des espèces et les USD 10 millions du FEM pour aider à générer au moins des fonds de contrepartie du secteur privé en vue de « sauver notre logo », les USD 15 millions de l'Initiative de l'eau pour la nature et les USD 12 millions de l'Accord-cadre de l'UICN avec le gouvernement de la France. Naturellement, tout cela n'est pas pour l'UICN mais nos membres et Commissions ont aujourd'hui quelques nouvelles possibilités économiques.

Je pense que nous pouvons quitter Barcelone avec assez de confiance pour nous permettre quelques réflexions ambitieuses.

Tandis que nous étions ici, l'économie mondiale s'est effondrée. Certains ont craint que cela n'affaiblisse le mouvement de la conservation en incitant les gens à se concentrer davantage sur des intérêts économiques étroits et à couper dans leurs dépenses pour la conservation. Nous pourrions dire que l'effondrement actuel du système bancaire mondial est symptomatique des échecs du marché qui menacent aussi nos atouts biologiques.

Mais voyons aussi dans cette pagaille économique des possibilités. Les gouvernements injecteront de nouveaux capitaux dans les économies, partout dans le monde. Nous devons faire en sorte que ces « expédients » ne soient pas des catastrophes à long terme en puissance. Nous devons montrer aux grands de ce monde que construire l'économie sur les concepts de la durabilité des

systèmes biologiques est une question de bon sens économique, social, éthique et écologique.

Le Programme Working for Water d'Afrique du Sud est un exemple du genre d'investissements qui a du bon sens social, environnemental et économique. Des investissements semblables dans la conservation devraient être encouragés dans tous les pays dont les gouvernements tentent de ressusciter l'économie. Comme l'a dit Pavan Sukhdev : « Pour que la pauvreté soit reléguée à l'histoire, il faut que la biodiversité devienne l'avenir. »

En bref, nous devons aider les gens à vivre légèrement et équitablement sur la planète. Comme l'ont montré les dialogues sur la durabilité, la conservation fait partie de la vie de tous les jours, touche notre santé, notre logement, la manière dont nous concevons les choses et dont nous façonnons le monde de demain, nos modèles de développement et nos sensibilités éthiques, spirituelles et esthétiques. Il faut que ce siècle soit le siècle de la biologie et qu'il s'appuie sur la sagesse inhérente de la nature de mettre au point des moyens durables d'existence.

Les idées que nous avons générées au Forum ; les démonstrations pratiques de ces idées ; et le public fort et large de gouvernements, d'ONG, d'entreprises du secteur privé, de la santé, de la science, du climat, de l'énergie, de l'agriculture et tant d'autres doivent nous donner la confiance nécessaire pour planifier, inspirer et construire le monde divers et durable que nous appelons tous de nos vœux.



UNION INTERNATIONALE POUR LA
CONSERVATION DE LA NATURE

SIÈGE MONDIAL
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
mail@iucn.org
Tel +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0002
www.iucn.org